

masses

Socialisme et Liberté

DECEMBRE 1947 JANVIER 1948

20 Fr.

MENSUEL N° 12

A D I E U A

VICTOR SERGE

Magdeleine PAZ
La voix de Victor Serge

Victor SERGE
Modigliani est mort

Etienne BERNIER
Echec communiste
et défaite ouvrière

Simon RUBAK
La question agraire

Julien COFFINET
Socialisme et Psychologie

Lucien MARTIN
L'âme Néo-Stalinienne

S. T. WITTE
Ce qui se passe en Grèce

Louis CLAIR
Lettre de New-York



GREVISTE 1947 par Jean CARLIER

Premier but

du Kominform: FASCISER L'EUROPE

masses

Socialisme et Liberté

Directeur
René LEFEUVRE
15, Rue de la Huchette - Paris (5^e)
C. Ch. Post. Paris 633.75
Abonnement annuel : 200 frs

SOMMAIRE DU N° 12

Magd. PAZ : La voix de Victor Serge	3
ÉDITORIAL : Le Kominform veut fasciser l'Europe ..	5
R. LEFEUVRE : En pleine « Kominformité »	6
J. NICOLET : Rassemblement du socialisme antifasciste	7
E. BERNIER : Echec communiste et défaite ouvrière	9
S. RUBAK : La question agraire ..	11
Ch. VINCENT : Un témoignage sur l'Allemagne	14
S.T. WITTE : Que se passe-t-il en Grèce?	17
Louis CLAIR : Lettre de New-York.	19
Victor SERGE : Modigliani est mort.	21
J. COFFINET : A propos de « socialisme et psychologie »	22
L. MARTIN : L'âme néo-stalinienne Les hommes et leurs œuvres	25
	29

SPARTACUS

Jean JAURÈS : L'Église et la laïcité.	15 fr.
Hugo JORDI : La Prise du Pouvoir ..	25
ALLIGER : Socialisme, Bolchevisme	20
R. LEFEUVRE : La Politique Communiste	20
Rosa LUXEMBOURG : La Révolution Russe	20
Marxisme contre Dictature ..	25
JAURÈS et LAFARGUE : Idéalisme et Matérialisme	20
Suzanne CHARPY : Prendrons-nous les Usines?	20
Victor SERGE : Le nouvel impérialisme russe	25
— 16 Fusillés à Moscou	30
PRUDHOMMEAUX : Catalogne libertaire 1936	30
YVON : Ce qu'est devenue la Révolution Russe	35
ZAREMBA : La Commune de Varsovie	25
COTEREAU : Le Complot Clérical ..	30
L'Église a-t-elle collaboré?	20
TOMORI : Qui succédera au Capitalisme?	25

Abonnements: 1 an, 240 fr. — Etr.: 300 fr.

LES ÉGAUX

Victor SERGE : La Tragédie des écrivains soviétiques	6 fr.
J. MALAQUAIS : Aragon, patriote professionnel	6
Léon BLUM : Révolution Socialiste ou Révolution directoriale	6
LÉNINE : Testament politique	6
M. DOMMANGET : La Commune et les Communards	12

Remises par quantités: 10 ex. 10 % — 25 ex. 15 % — 50 ex. 20 % — 100 ex. 25 %
Envoi franco.

J. LEFEUVRE 15 RUE DE LA HUCHETTE
PARIS (5^{ème}) C. CH. P. PARIS 633-75

A NOS ABONNÉS A NOS LECTEURS

Chers Camarades,

Avec ce numéro se terminent les abonnements servis à partir du premier numéro. Nous nous excusons de n'avoir pas toujours réussi à paraître avec la régularité que nous désirions. Mais à partir du 1^{er} Février notre parution mensuelle sera régulière.

Notre pauvreté est la rançon de notre indépendance. Chaque numéro creuse un déficit que notre petite équipe doit combler. Abonnez-vous, vous nous aiderez et faciliteriez notre tâche.

Si cela vous est possible souscrivez un abonnement de soutien. Et abonnez vos amis...

Pour éviter de coûteux rappels adressez-nous de suite votre abonnement, de préférence par chèque postal, au compte de J. Lefeuve, Paris 633-75.

SPARTACUS

publie les œuvres fondamentales
de

Rosa LUXEMBOURG

RÉFORME

ou

RÉVOLUTION?

et

GRÈVE GÉNÉRALE Parti et Syndicats

Textes traduits et présentés
par BRACKE

Chaque volume 60 Fr.

Franco recommandé 70 Fr.

J. LEFEUVRE 15 RUE DE LA HUCHETTE
PARIS (5^{ème}) C. CH. P. PARIS 633-75

Adieu à Victor SERGE

VICTOR Serge n'est plus, Notre peine est immense et cuisants les regrets d'avoir si peu su lui témoigner l'affectueuse amitié que nous avions pour lui.

MASSES eut, dès ses débuts, en 1933, l'honneur de combattre pour l'arracher aux geôles de Russie où les persécutions préludaient au massacre des combattants de la Révolution. Cela nous valut l'abandon des tièdes et des veules et le gain de solides amitiés. Il n'en était guère d'aussi précieuse que la sienne.

"16 Fusillés à Moscou" que Serge nous donna peu après sa libération marque le début d'une collaboration qui ne devait finir qu'avec lui. Nous avons voulu, en publiant la préface de cette brochure, laisser à Magdeleine Paz dont l'inlassable dévouement arracha sa libération, le soin d'évoquer l'éminent disparu.

C'est de tout notre cœur que nous nous associons à ce vibrant hommage et que nous offrons à la compagne et aux enfants de notre grand ami nos plus affectueuses condoléances.

Nous ferons prochainement, à la mémoire de Serge, l'hommage d'un numéro de Spartacus. Ses amis camperont la figure et situeront l'œuvre du courageux socialiste qu'il ne cessa d'être.

R. Lefeuve



V. Serge, par son fils Vladi (Orenbourg 1935)

La voix de Victor SERGE

par Magdeleine PAZ

ÉCOUTEZ.

Un de ceux qui savent va vous parler. Celui-ci sait. Il revient de là-bas. Il y a vécu dix-sept ans. Il est parti, dans un grand élan d'enthousiasme porter à la Révolution d'Octobre, non pas seulement une adhésion spirituelle, mais l'offrande de toute sa personne.

C'était en 1919, en février. Son jeune passé d'anarchiste-comptait alors cinq ans

Mexico, 14 oct. 47

Sa dernière lettre

mon cher Lefeuve,
Receva ta lettre. T'arrivera bientôt.
J'ai aussi de choses à t'envoyer... tu
attendant, mais en ont à ce dans
pages sur un admirable et il nous
dnt, apparaît le vent avec grande
reço. Tu modifiera à ton gré la fin
de premier alors, car j'aurais
les nants à écrire pour The Call de
New York.
— avec colémeut VS.

de méditation stoïque entre les murs d'une prison; ayant passé par cette glace, il était tout brûlant encore d'avoir été trempé au feu de l'insurrection catalane.

A peine débarqué sur le sol russe qui offre alors une patrie à tous les damnés de la terre, à peine mêlé au plus puissant mouvement d'émancipation que l'Histoire ait jamais connu, le mouvement le prend et l'emporte : il a été reconnu bon pour le service de la Révolution par des hommes qui s'y connaissent en héroïsme et en valeur. On le charge de diriger le Bureau d'Éditions de Pétrograd; la *Troisième Internationale* vient de se fonder à Moscou, il dirige l'édition française de la revue : *L'Internationale Communiste*; on utilise ses connaissances pour monter l'imprimerie de l'Internationale.

Au mois d'Octobre, lors de l'avance de Youdenitch sur Pétrograd, il quitte la rude route des idées pour la bataille à coups de fusil; il ne reprend la plume qu'une fois la ville et la Révolution sauvées.

En septembre 1921, ayant beaucoup agi, beaucoup produit (ayant fondé, entre autres, le Musée de la Révolution), il est envoyé à Berlin avec mission d'assurer l'édition française de la *Correspondance Internationale*; après l'échec du mouvement allemand, il continue le même travail à Vienne.

Et c'est en 1924, peu après la mort de Lénine, que troublé par la politique suivie par certains successeurs du « vieux », il exprime son inquiétude au cours des réunions de sa cellule. Aucun discours public, il n'en est pas question; aucune agitation, il n'en a ni le moyen ni l'intention; nul écho dans la presse, fermée à toute opposition : trois brèves interventions dans son organisme de base, quelques discussions entre amis, des lettres contenant les préoccupations d'un militant, à des camarades étrangers.

La réponse lui est assénée : exclu, en 1927, du Parti Communiste russe, l'exclusion entraîne automatiquement son arrestation par les agents de la Guépéou; sans jugement, il est emprisonné durant quarante jours, il tombe malade, est relâché.

Toute activité littéraire lui étant interdite, tout travail refusé (il a femme et enfant), il demande à revenir en France pour y exercer son métier d'écrivain, pour y soigner sa femme, que la persécution a rendu folle, pour vivre enfin. Refus non motivé.

Le 8 mars 1933, et sans autre raison que le fait qu'il tarde un peu trop à parler contre sa pensée, et à reconnaître des fautes qu'il n'a jamais commises, il est de nouveau arrêté, condamné à la déportation, et envoyé à Orenbourg. Il se débat : il veut connaître la raison du châtement, car il n'a pas été jugé, il n'a pas eu à se défendre puisqu'on ne l'a pas accusé : une mesure administrative prise dans le secret des bureaux a suffi à briser sa vie, et à l'envoyer là d'où l'on ne revient que par miracle.

Le miracle s'est accompli. Après trois ans d'un effort acharné (qui consiste d'abord à le faire vivre, avec les siens, puisqu'on l'empêche de travailler), la solidarité ouvrière internationale, seule capable de ces hauts faits, parvient à les tirer hors de l'abîme et à le ramener en Occident.

Il est désormais parmi nous, rendu à son destin, qui est de participer à la lutte des travailleurs. Il sait, de science profonde, inépuisable, il sait de toutes ses fibres, de tout son être; il a vécu, agi, vibré, partagé, assisté, communiqué, ressenti, subi.

Et cependant, cette expérience ne lui donnerait pas à nos yeux le droit de prendre la parole, s'il n'avait qu'elle pour tout bien.

S'il avait cette même expérience, et s'il avait perdu sa foi, ses convictions et son attachement à la cause ouvrière, nous lui reconnaitrions assurément le droit de vivre et saurions le défendre, mais nous saurions aussi le rappeler au devoir de se taire.

Il faut avoir les mains bien pures, et dans ses mains un passé exemplaire, pour pouvoir toucher à ce drame qu'il va évoquer devant vous, et en dégager autre chose que l'odeur du sang et des cadavres. Il faut être autre chose qu'une victime, il faut apporter autre chose que des plaies, fussent-elles saignantes.

Victor Serge apporte autre chose, et il est autre chose.

Il apporte sa vie : volonté, courage, dignité. Il apporte son caractère : noblesse, fermeté. Il apporte son œuvre : altitude, largesse, chaleur, sincérité.

Qu'on lise ses romans (*Les Hommes dans la prison*, *Naissance de notre force*, *Ville conquise*, *Mer Blanche*); ses poèmes, ses nouvelles, ses articles et ses brochures, son œuvre magistrale d'historien de la Révolution russe, sa contribution si précieuse à l'édification d'une culture prolétarienne, on trouvera toujours, à chaque page et à chaque ligne, cette même flamme révolutionnaire, cette même lucidité, cette même rigueur, ce même frémissement, cette même probité.

Car, en ces temps où l'on peut être révolutionnaire avec profit, il n'a fait, lui, que tout donner, et de sa souffrance elle-même, il a tiré encore quelque chose à donner.

Car, en ces temps où la Révolution s'éloigne trop souvent de son principe humain et de sa fin humaine, il ne cessé d'offrir à l'action révolutionnaire sa part d'humanité.

C'est un révolutionnaire, c'est un homme.

Sa voix, que vous allez entendre, porte en elle le souffle ardent de la libération, l'écho d'une espérance aussi vieille que l'oppression. Ecoutez.

1^{er} BUT DU KOMINFORM : FASCISER L'EUROPE

Atmosphère Weimarienne

LA situation est grave. En présence de la réaction qui rassemble ses forces, le P. C. lance ses troupes à l'assaut des institutions républicaines. Nous rappelons — au risque de passer pour des radoteurs, nous continuerons à rappeler — qu'en 1933, le P. C. allemand a secondé toutes les attaques hitlériennes contre la république de Weimar et a servi ainsi de marchepied au nazisme.

La situation n'est pourtant pas tout à fait la même. Ce qui en 1933, n'était que stupide politique de Gribouille, et manque de perspective historique est devenu aujourd'hui intention délibérée. Le P. C. veut de Gaulle au pouvoir. La politique communiste a dépassé le stade des fautes elle est entrée dans celui des crimes. Malgré l'avis de Talleyrand, nous préférerions encore le premier.

La prise du pouvoir par le parti stalinien n'est pas possible pas plus qu'un retour au tripartisme. Dans ce cas, si les communistes abusant des légitimes revendications ouvrières continuent à rendre la vie impossible au Gouvernement actuel, le seul bénéficiaire en peut être, le gaullisme. Déjà un glissement s'est produit vers la droite, favorisé, volontairement semble-t-il, par le manifeste du Kominform.

En réalité, là encore comme toujours, la clef de la politique communiste doit être cherchée en dehors des frontières.

On se prépare à la guerre. Nous ne discuterons pas si elle est inévitable ou imminente. Ce qui est certain, c'est que, après l'hypothèse irréalisable d'une France stalinienne, une France gaulliste aussi réactionnaire que possible entrerait mieux que nulle autre dans les plans de stratégie mondiale du Kremlin.

Un gouvernement comme l'actuel pourrait même essayer de se tenir à l'écart du conflit. Cette neutralité ne tarderait certes pas à être violée, mais une attaque soviétique, même agrémentée des meilleurs boniments hitlériens sur l'intervention préventive risquerait de faire perdre sa popularité au P. C. et de dresser contre les Russes un puissant mouvement de résistance. Par contre, un régime réactionnaire aussi brutal que possible permettrait aux Russes d'arriver en libérateurs. C'est clair. Après avoir constamment utilisé et sacrifié la classe ouvrière française, les staliniens en arrivent maintenant à offrir en holocauste les militants les plus dévoués de leur parti avec la conscience tranquille du joueur d'échecs qui sacrifie une figure pour obtenir une attaque.

Dans un article lumineux de *Combat* (27-11-46), Claude Bourdet met bien en évidence tout le profit que le P. C. pourrait tirer d'une expérience R. P. F. C'est vrai, mais ce n'est pas tout. Il faut placer la politique de suicide que Moscou impose à ses séides français dans les cadres de la grande stratégie mondiale. Une guerre se prépare. Il faut dire que si elle avait lieu, elle serait sans doute la moins idéologique des trois guerres mondiales. Si l'on veut à tout prix y voir une croisade démocratique contre le fascisme, ce ne pourrait être alors qu'une croisade de la démocratie anglo-saxonne contre le fascisme stalinien. Dès lors la grande tactique stalinienne consiste à mettre ses adversaires dans leur tort. A défaut de puissances fascistes dans le camp de l'adversaire, on tâchera d'en fasciser autant que possible...

Nous nous permettons de renvoyer le lecteur à notre article « Autour de l'Exodus » paru dans le précédent numéro, où nous avons démontré que quelque puissance mystérieuse veut à tout prix faire glisser l'Angleterre, qui n'en a nulle envie, dans l'antisémitisme, quoiqu'il puisse en coûter aux Juifs. Actuellement elle veut une France fasciste et elle compte sur de Gaulle pour cela. Il s'agit de démontrer que l'on ne peut pas être dans le camp anglo-saxon sans être fasciste. Et quant aux ouvriers français elle s'en fout...

En pleine "Kominformité"

par René LEFEUVRE

LE 5 octobre les chefs des partis communistes les plus importants d'Europe, réunis quelque part en Pologne, lançaient sur le monde le manifeste dit du Kominform, que nous avons intégralement reproduit dans notre précédent numéro. Depuis cette date, pourtant peu éloignée, des événements importants se sont produits dans nombreux pays.

Derrière le rideau de fer où depuis longtemps on travaillait à la soudure du bloc oriental l'action était déjà engagée. Au Congrès du parti social-démocrate de Roumanie ce même 5 octobre, Anna Pauker et Gheorghiu-Dej, secrétaires généraux du P.C. roumain, retour de Pologne, supervisaient l'asservissement des socialistes roumains : le Congrès devait se terminer par un mandat donné au Comité Central nouvellement élu de traiter l'unification avec le P.C. L'aggravation de la terreur morale obligeait rapidement ceux-ci à subir la liquidation pratique du parti socialiste, par son absorption dans le parti stalinien. Parallèlement, la liquidation du parti national-paysan, la condamnation de Maniu, l'éviction de Tataresco, et des ministres libéraux, et l'entrée dans le gouvernement des deux plus sectaires dirigeants communistes achèvent la mise au pas de la Roumanie.

La Hongrie ne se trouve pas encore dans une phase aussi avancée. La pression s'appesantit plus lentement, on n'en est encore qu'à la dissolution du Parti de Poltany qui n'a échappé à la liquidation que par la fuite. L'ancien leader socialiste Payer a dû également se mettre à l'abri. La pression faite sur les socialistes pour s'aligner sur la déclaration du Kominform se heurte encore à une forte résistance. Combien de temps pourront-ils tenir ?

En Pologne le Parti socialiste est dans l'obligation de s'aligner sur le Kominform. De nombreux socialistes sont en prison. Des « complots » sont fabriqués, ils témoignent de la volonté soviétique d'assujettissement rapide, dont les socialistes les plus dignes font les frais.

Un procès récent souligne les derniers sursauts de la démocratie en Yougoslavie. Tito a les mains libres et se consacre à la création de la Fédération balkanique, étape de l'incorporation dans l'Empire Soviétique et marche essentielle vers l'Occident. Cependant qu'en Bulgarie l'assassinat légal de Petkov signifiait l'intronisation définitive de Dimitrov.

L'Autriche, par la présence conjuguée des quatre alliés et le manque de force du P.C., jouit d'une certaine démocratie. L'essai de sabotage de la réforme monétaire par la démission de l'unique ministre communiste soutenu par Moscou a échoué piteusement devant l'appui des autres alliés.

C'est en Tchéco-Slovaquie heureux pays soulagé de ses libérateurs, que la politique du Kominform rencontre le plus de difficultés.

Une solide tradition démocratique permet encore, à ce pays, de résister courageusement au chantage d'un parti communiste puissant et actif et qui détient pourtant des postes essentiels dans le gouvernement. La crise slovaque, provoquée par la démission des commissaires communistes, a entraîné le raidissement général de tous les partis gouvernementaux. Le Congrès socialiste a été une affirmation vigoureuse de la volonté d'indépendance du parti. Les communistes n'ont pas désarmé pour cela. Des menaces ouvertes sont adressées à tous les démocrates, qui ne sont pas décidés à se laisser asservir. Chaque menace reçoit sa réponse.

L'Europe occidentale, particulièrement la France et l'Italie, connaît un renouveau de la politique du pire qui amena Hitler au pouvoir. Exploitant à des fins politiques de légitimes mouvements revendicatifs, les partis communistes de France et d'Italie s'efforcent de créer le désordre et un climat de guerre civile en provoquant des incidents sanglants, pour dresser le prolétariat contre le gouvernement et en particulier contre les socialistes. Malgré la misère générale leur tâche n'est pas facile. Les travailleurs, dans leur grande majorité, ne se laissent pas sur les buts poursuivis, ce qui amène les états-majors staliniens à préconiser des méthodes de pression, de sabotage et de provocation, nettement impopulaires. Ils témoignent de leur peu de souci envers les intérêts du prolétariat qu'ils mènent sciemment à

la défaite par manque de coordination des mouvements et démontrent le bon marché que font les dirigeants soviétiques de l'existence même des partis communistes, qu'ils sacrifient à leurs intérêts nationaux et à leurs visées impérialistes.

La politique actuelle des partis communistes est une conséquence de la volonté russe de diviser le monde en deux camps bien différenciés et de reconnaître aucune force intermédiaire. Dans la partie de l'Europe qu'ils occupent, l'élimination de ces forces est une chose presque accomplie sous la pression directe et les méthodes qui ont montré leur efficacité en Russie. Comme l'absorption de ces forces intermédiaires n'est pas possible dans les pays occidentaux, le procédé inverse intervient pour abolir la démocratie : il s'agit de pousser ces forces dans l'extrême opposé, car ainsi le régime soviétique, qui jouit encore du prestige d'une révolution, pourtant assassinée, pourra apparaître aux yeux des naïfs comme la seule force démocratique dans le monde.

Le satrape du Kremlin a décrété que le monde est partagé en deux camps opposés. Ses valets se sont rués sur toutes les forces qui, par leur simple existence, apportaient un démenti aux affirmations du maître bien-aimé. Les forces de la démocratie ont une dure bataille à mener et doivent la gagner. Car seule leur victoire peut encore empêcher le monde de sombrer dans une nouvelle catastrophe.

Rassemblement du Socialisme Antifasciste

par J. NICOLET

RAMADIER et Léon Blum ont échoué dans leurs tentatives successives d'obtenir, sur le plan parlementaire, un regroupement suffisant pour s'opposer, à la fois, à l'activisme démagogique des communistes et à la réaction bourgeoise du Rassemblement du Peuple Français. Certains en ont conclu hâtivement et non sans intime satisfaction, que la troisième force était morte. Elle est morte seulement pour ceux qui ne savent apprécier la politique et le rapport des forces sociales qu'à l'échelle parlementaire et qui ignorent ou méconnaissent, au delà de l'enceinte de l'Assemblée, les masses humaines vivant et travaillant.

A côté des deux masses antagonistes, — ne disons pas *entre*, — n'y a-t-il plus que le vide ? A qui ferait-on croire cela ? Il demeure au contraire l'essentiel, le plus vivant, le plus nécessaire, l'espoir de demain, l'avenir de la France et du socialisme. Nous l'avons bien vu dans la réaction au coup de force communiste, d'une part, et au coup de force gouvernemental, d'autre part. Une de nos raisons les plus profondes de ne pas désespérer, aujourd'hui, c'est le redressement de la classe ouvrière, son sursaut devant les entreprises anti-démocratiques, où qu'elles viennent. A côté des contre-révolutionnaires professionnels du Kominform qui prennent la classe ouvrière comme *moyen* de réaliser des desseins inavouables, et des contre-révolutionnaires qui essaient de défendre les privilèges d'une bourgeoisie aux abois, il existe toute une masse de gens qui n'ont pas cessé de croire que la liberté et la dignité de l'homme et l'égalité et la justice sociales n'étaient pas un vain rêve.

La troisième force n'a pas pu se réaliser à l'Assemblée : cela prouve combien le général de Gaulle a raison de dire que celle-ci ne représente plus les forces réelles du pays. La troisième force n'est pas à l'Assemblée, elle se crée à l'heure actuelle un peu partout dans les usines ou dans les bureaux, dans les villes et dans les hameaux, et il n'est pas de tâche plus urgente que de favoriser ce rassemblement, véritable lui, du peuple français.

POUR la première fois depuis la libération la situation est nette : communistes et réactionnaires ont pris leur vrai visage. Nous vivons un de ces moments politiques exceptionnels où l'on a l'impression que quelque chose est possible SI NOUS LE VOULONS. C'est l'instant à choisir pour tous ceux qui refusent les formes totalitaires de la vie politique; c'est le moment de s'affirmer et de se grouper pour une action convergente.

Toutefois ce redressement actuel, si fragile, si momentané, demeurerait sans effet si le nécessaire regroupement ne s'opérait pas autour de quelques idées claires et de quelques sentiments définis. Il ne suffit pas d'être d'accord pour s'opposer. Encore faut-il être d'accord aussi pour construire.

Une première difficulté se présente : les rapports des syndicats avec les mouvements politiques. Le regroupement tend à se faire sur le plan syndical où l'on a vu des mots d'ordre à peu près semblables venir de syndicalistes chrétiens, d'anarcho-syndicalistes et de militants de *Force Ouvrière*. Il tend aussi à se réaliser sur le plan politique par les contacts qui s'établissent déjà entre le parti socialiste et le M.R.P. et divers autres groupes. Les syndicalistes, particulièrement après l'expérience qu'ils viennent de subir seront sans doute peu disposés à unir leurs groupes avec des groupes politiques. Et ils auront raison : les syndicats doivent se tracer eux-mêmes leur propre destinée; ils doivent repousser la mainmise d'un parti sur leur organisation. Mais le mouvement syndical devant essayer de rassembler la majorité des salariés pour la lutte contre les exploités, il ne peut, assumer toutes les tâches posées par l'existence même du régime capitaliste. Des mouvements politiques sont donc inévitables à côté des syndicats. Dans la mesure où ces mouvements politiques et ces syndicats ont réellement des objectifs communs il ne peuvent s'ignorer dans la lutte. Des contacts destinés à coordonner l'action et à mettre en commun les résultats de l'expérience sont nécessaires. Syndicats et partis ouvriers s'ils n'ont pas des tâches semblables, ne doivent pas oublier qu'ils ont un même but.

UNE autre difficulté : les divergences d'ordre religieux. Le mouvement syndical et socialiste, au dix-neuvième siècle fut résolument et à peu près uniquement athée. Mais voici qu'un syndicalisme chrétien, à peine embryonnaire auparavant, s'est développé jusqu'à constituer, en France, depuis la libération, un mouvement important qu'il est impossible d'ignorer. Ce syndicalisme chrétien s'est doublé inévitablement d'une sorte de socialisme chrétien dont ce n'est pas le lieu d'analyser les origines ni les caractères, mais qu'il est impossible de négliger. Dans l'ensemble des groupes qui s'opposent au bolchevisme et à la réaction il suffit de constater qu'il existe d'une part des socialistes plus ou moins marxistes et athées et d'autre part des chrétiens-sociaux, pour que la nécessité de trouver un terrain d'entente s'impose. Bon gré, mal gré, il faut bien que les marxistes arrivent à se rendre compte que l'on peut croire en Dieu et suivre les rites d'une religion sans être un bourgeois privilégié ni, encore moins, un abruti; bon gré, mal gré il faut bien que les chrétiens-sociaux arrivent à se rendre compte qu'un marxiste n'est pas nécessairement un matérialiste grossier et immoral.

Il semble qu'un accord ne serait pas trop difficile à établir en définissant les valeurs humaines à défendre : en premier lieu la liberté et l'égalité individuelles comme bases nécessaires de la coopération et de la solidarité sociales; la personne humaine comme but et non comme moyen de l'ordre social.

La troisième force est morte au Parlement. Elle vit partout ailleurs, dans le rassemblement du socialisme démocratique. Il dépend de nous, de notre action, qu'elle se développe, à travers les luttes décisives qui viennent, pour aboutir à la victoire du socialisme en France et dans le monde.

SPARTACUS publie un recueil des
textes clandestins du parti communiste
et une analyse des rapports de la politique de ce parti
avec celle de la Russie Soviétique
La Trahison Permanente
par Maurice CEYRAT

1 vol. in-16 jésus de 164 p. 100 fr.

J. LEFÈVRE - 15 RUE DE LA HUCHETTE
PARIS (5^{ème}) C. CH. D. PARIS 633-75

L'échec communiste ne doit pas être une défaite ouvrière

par Étienne BERNIER

LA condition ouvrière est pire qu'elle ne le fut depuis de nombreuses années. Malgré le démarrage lent mais visible de l'économie, malgré la liquidation progressive des conséquences de la guerre, le pouvoir d'achat de larges masses est en constante régression.

Il faut voir dans le déplacement de la répartition des revenus au détriment de la classe ouvrière et au profit des classes parasitaires (intermédiaires et capitalistes) la raison primordiale des vagues de grèves. De larges fractions du prolétariat, lassées de cette perpétuelle duperie se lancent dans des luttes dont elles savent qu'elles sont utilisées sur le plan politique et constituent un aspect des rivalités internationales, mais elles s'y lancent avec une sorte de désespoir qui peut conduire aux redressements décisifs comme aux défaites les plus cuisantes.

LA crise du syndicalisme se poursuit à un rythme accéléré. Il semble que le calendrier prévu par les staliniens ait été avancé, d'environ un mois.

En effet, le Comité National Confédéral du 12 novembre avait, dans sa majorité, décidé de se réunir à nouveau le 19 décembre et d'organiser, dans l'intervalle, des consultations de l'ensemble des travailleurs, syndiqués ou non sur le cahier de revendications et sur les moyens proposés à le faire accepter. Cette décision ouvrait la voie à la grève générale avant Noël.

Contrairement à toute attente l'échéance a été considérablement avancée. L'Union des syndicats à la Région Parisienne poussait, dès le 15 novembre les syndicats à l'action directe. Bientôt éclataient les incidents de Marseille auxquels faisaient écho des troubles dans les centres prolétariens et les grèves des mineurs, ces dernières motivées par le renvoi de Delfosse, communiste placé par Marcel Paul comme délégué du gouvernement à un poste responsable de la direction nationale des houillères.

Il ne serait pas sans intérêt de démêler les raisons de cette hâte. Il est exclu de prendre au sérieux un désir de retour au pouvoir de quelques ministres communistes. Il reste l'action des éléments staliniens les plus actifs dont la partie la plus saine est dans les syndicats et peut-être les rivalités internes du Parti Communiste. L'agitation a précisément démarré et s'est organisée pendant l'absence de Thorez en route vers de nouveaux *mea culpa* au *Kremlin*.

Une explication reste possible : celle d'une volonté déterminée de mener les ouvriers à la défaite. Nous l'examinerons plus loin en fonction d'autres considérations.

QUOI qu'il en soit, les grèves se sont déclenchées et se sont généralisées. Partout le déclenchement fut lent, parfois pénible. Il ne fut réalisé qu'après des pressions multiples, une puissante campagne, des distributions massives de tracts, la diffusion de fausses nouvelles et des tentatives d'affolement de l'opinion. A cet aspect frénétique s'en ajoute deux autres :

Une organisation minutieuse de la solidarité, organisation destinée à encourager les travailleurs à entrer dans le mouvement. Cette organisation s'est manifestée par de nombreuses collectes et la mise en route de cantines pour les grévistes et leurs enfants. Enfin, jamais on n'avait encore vu de grèves aussi « organisées » — en ce sens, que des troupes de choc se sont répandues hors de leurs entreprises et souvent hors de leurs corporations pour imposer les débrayages. Ces groupes souvent motorisés ont eu une efficacité certaine dans l'immédiat mais leur action a ruiné un peu plus l'idée de grève.

Dans certaines communes de la banlieue parisienne on a assisté au spectacle d'employés communaux débrayant au passage d'envoyés du Comité de grève et reprenant flegmatiquement le travail dès que ceux-ci avaient tourné les talons. Les communaux en grève de Villejuif ont fermé la poste et ont chassé de leurs classes des institutrices ayant repris le travail après une décision régulière de leur Comité de grève. Notons que les assemblées de grévistes groupaient des hommes inquiets, désireux de protester contre leur misère mais sentant confusément qu'ils étaient menés à l'aventure.

NOUS examinerons dans un prochain article l'évolution des mots d'ordre au cours de ces grèves généralisées : un premier coup d'œil montre qu'ils ne manquaient pas d'ambition. En plus de l'indemnité d'attente et du minimum vital de 10.800 francs

(pour la région parisienne) s'y trouvait incluse la revision automatique des salaires tous les trois mois. La revendication de l'échelle mobile vitupérée depuis la libération s'y trouvait mise en évidence. Elle ouvrait la voie à de puissants mouvements grévistes. Parallèlement, les ex-confédérés étaient entraînés dans la boue avec le vocabulaire puisé dans le riche arsenal de la C.G.T.U. Nettement les ex-unitaires se sentaient rajeunis.

Le premier échec fut celui de la grève de « solidarité » du métro avec Citroën. Il fut durement ressenti par les stalinien en plein effort pour vaincre les résistances partout rencontrées. Du coup les négociations avec le gouvernement devinrent possibles et l'*Humanité* rappela que Jouhaux fut contre Munich.

Au soir du 8 décembre la grève des fonctionnaires est un demi-échec. Le climat des grèves précédentes a inquiété les éléments moyens et les tièdes par son aspect politique et a préparé le recul général. On peut affirmer que, sans les erreurs gouvernementales dont la plus grave est la loi sur la liberté du travail, le flot serait en plus nette régression.

EN face de ces événements quelles furent les réactions dans les syndicats ?

A la base une hostilité grandissante contre la grève, une protestation ouverte ou sourde contre la tutelle stalinienne. Ces mouvements se sont matérialisés par les difficultés de débrayage. Les votes contre la grève et par la généralisation du vote secret opposé au vote à main levée en assemblée générale.

A la direction de la C.G.T. les ex-confédérés sont sortis de leur mutisme. Déjà la conférence de *Force Ouvrière* (8 novembre) avait renforcé la position des minoritaires. Elle avait résolu le problème de la discipline confédérale en invitant les ex-confédérés à faire connaître leur point de vue sur les problèmes essentiels, cessant ainsi de présenter une façade hypocritement unie.

Les communiqués de la minorité n'ont pas manqué, ni même les démarches particulières, en marge de l'organisation. Si bien que certains jours on pouvait affirmer qu'il existait deux C.G.T. On le savait déjà mais pour la première fois le divorce était public. La position de *Force Ouvrière* exprimait le sentiment général en condamnant les grèves politiques. Elle a heurté la conscience ouvrière en ne tenant pas suffisamment compte du fait que les grèves ne sont pas une création stalinienne mais une utilisation de la misère des travailleurs par les stalinien.

ON ne coupera la route à l'exploitation politique des revendications qu'en supprimant celles-ci, ce qui pose l'ensemble du problème social en même temps que des problèmes tactiques à l'intérieur du mouvement syndical. Dès maintenant il semble que l'ébranlement est tel dans la C.G.T. que de nombreux syndicats peuvent changer de mains, ce qui justifierait la position de *Force Ouvrière* contre la scission.

Il serait intéressant d'étudier la réaction des dissidents, des anarchistes de la C.N.T. aux nombreux syndicats autonomes. Elle semble avoir été confuse et, en tous cas, elle manque d'unité puisqu'elle va du refus de toute grève à la surenchère. Il faut d'ailleurs comprendre que la plupart de ces organisations avaient rompu avec la C.G.T. en protestation contre le freinage stalinien en présence d'un gouvernement où les « camarades » occupaient quelques postes — (et qui n'avait pas encore opéré le ralliement au bloc anglo-saxon) —. Il est maintenant difficile à ces organisations de tenter le débordement sur la gauche.

Ce débordement n'est cependant pas impossible, au moins sur un point essentiel : il est évident que les stalinien ne jouent pas toutes leurs cartes. Ils poursuivent sans doute l'exécution d'un plan à longue échéance dont il sont les instruments dociles et qui comporte une agitation persistante. Pour y parvenir ils doivent à la fois exploiter le mécontentement et tout faire pour que celui-ci subsiste. Les Communistes doivent par conséquent, éviter les solutions permettant de mettre fin au mécontentement. Dans ces conditions il est possible à certaines organisations syndicales de mener une politique d'action directe au travers de laquelle les problèmes essentiels seront posés. Il apparaît que bien peu en sont capables et que leur audience, dans une période de recul ouvrier, ne s'étendra pas au delà d'un petit cercle de militants.

IL est certain que la classe ouvrière sortira diminuée de cette lutte : le découragement gagne ses rangs; les scissions paralysent les organisations. Devent cette situation quel est le devoir des syndicalistes ?

Il est démontré, à chaque occasion, le mécanisme du plan stalinien : agitation et désordre en France pour faire échec à la réorganisation économique sous l'égide du bloc anglo-saxon. Il est en même temps de prendre en mains la défense des intérêts ouvriers qui consistent en une lutte conjointe contre la misère et son exploitation politique. Il consiste également en une mise en garde contre la tutelle éventuelle des trusts américains et dans une propagande inlassable en faveur des solutions internationales imposées par une action coordonnée des organisations syndicales de tous les pays, à commencer par l'Europe.

Il faut enfin travailler à l'unification de toutes les oppositions. Certaines doivent s'exercer à l'intérieur de la C.G.T. Elles doivent jouer — et jouer sincèrement la carte de l'unité — donc organiser la conquête démocratique des directions syndicales. D'autres s'exerceront à l'extérieur de la C.G.T. On peut le regretter ou s'en réjouir. Il suffit de le constater pour souhaiter que ces syndicats autonomes s'ils veulent devenir des pôles d'attraction se concertent, coordonnent leur action et rétablissent les contacts les plus étroits possibles avec l'opposition confédérale.

Il est probable que la route du redressement sera longue. La hausse des prix se poursuivra, l'abondance n'est pas pour demain et les problèmes les plus difficiles se dressent à chaque moment.

C'est une raison de plus pour entreprendre sans retard l'action nécessaire. Chaque jour un pas doit être fait.

(8 décembre 1947) E. B.

La question agraire en France

par Simon RUBAK

PARMI les toutes premières causes de désorganisation de l'économie française, il faut placer la hausse persistante des denrées. Si l'ascension des prix industriels ne s'explique pas par les hausses de salaires que, d'ailleurs elle précède, elle trouve là néanmoins, certaines justifications partielles. La hausse des salaires, de son côté, ne s'explique qu'en partie, mais se justifie pleinement par l'élévation du prix des denrées. Quant aux prix de revient des denrées, ils ne dépendent *directement* ni du niveau des salaires, ni du prix des produits industriels. Sans doute, même les prix de revient agricoles sont soumis à la hausse. Mais celle-ci s'applique en premier lieu aux matières premières — semences, fourrages, etc... — d'origine agricole.

En fait, il existe une marge importante entre les prix de revient des produits de la terre et les prix des denrées. Cette différence est maintenant attribuée au rôle parasitaire des intermédiaires placés entre producteurs et consommateurs. C'est là une conception erronée et nul marxiste n'a le droit d'ignorer que cette thèse — signifiant que le Profit peut naître de l'Echange comme de la Production — a été définitivement réfutée par Marx depuis près d'un siècle. *La multiplication et l'enrichissement des intermédiaires est la conséquence et non la cause de la marge exceptionnelle existant entre les prix de revient et les prix de marché.* Qu'un paysan vienne vendre à Paris ses choux et ses canards, ou bien il les vendra sensiblement aux cours habituels, ou bien il sera — économiquement parlant — un insensé.

La condition nécessaire et suffisante du haut coût de la vie, c'est que, sur le marché l'offre des denrées alimentaires prises dans leur totalité, demeure inférieure à la demande totale. Est-ce à dire qu'une telle élévation des prix résulte des catastrophes naturelles telles que les sécheresses ou les gelées ? Nullement. En régime capitaliste la rareté ou l'abondance des produits dépend des conditions économiques. Certaines conditions atmosphériques ont sans doute cette année réduit quelque peu la récolte du blé en France. Mais la rareté de la farine panifiable en France a d'autres causes : elle dépend de la réduction des emblavures, du marché noir, de l'utilisation du blé pour la nourriture du bétail, etc... parce que la vente du blé au cours officiel est moins rentable que, par exemple l'élevage des porcs.

La rareté de la farine en France s'explique enfin et surtout, parce que le pays n'est pas en mesure d'acheter à n'importe quel prix tout le blé étranger dont il a besoin. Grâce à ce protectionnisme — dû surtout au manque de devises — il est plus avantageux pour l'ensemble de la classe capitaliste des campagnes de produire peu et de vendre cher que de produire beaucoup d'aliments bon marché. En définitive, la hausse générale découle de la rareté relative des produits alimentaires, rareté provoquée par le fait que la production agricole, protégée contre la concurrence

internationale, ne s'effectue pas en fonction des besoins de consommation, mais en fonction du profit capitaliste.

IL est en effet important de remarquer que l'économie agricole est devenue à proprement parler une économie capitaliste classique. Traditionnellement on considérait la classe paysanne comme une classe différente de celle des industriels. Toute la question agraire, sujet de controverses subtiles entre marxistes et économistes classiques, portait sur le problème de la Rente foncière. La discussion a tourné autour du fait que les terrains ont un prix sans que leur existence ait nécessité, apparemment, du travail humain. Le revenu des capitaux investis dans l'achat de terrain, et qui constitue la Rente foncière, a donné naissance à une classe sociale particulière, celles des petits propriétaires particulièrement nombreux en France.

Or, on doit constater qu'à l'heure actuelle, pour l'immense majorité des terrains, l'acquisition par investissement de capitaux remonte à près de deux siècles et se trouve presque totalement amortie. Dans la plupart des cas, les terrains s'acquièrent maintenant par héritage ou par troc de parcelles. L'investissement de capitaux nouveau par l'achat de terres cultivables a cessé d'être un fait très général — du moins dans la Métropole. La location des terres (bâtiments non compris) ne rapporte plus assez pour faire vivre une classe de rentiers. Elle ne constitue plus pour le fermier ou le métayer le fardeau écrasant qu'elle fut autrefois. Dans l'ensemble, la Rente foncière — grevée d'impôts — n'entre plus que pour une part médiocre dans le revenu du petit propriétaire. Réciproquement le loyer du terrain ne représente qu'une part secondaire des frais généraux du fermier. On peut donc dire que pour une même culture, sur des terrains de qualité et de surface équivalentes, les revenus d'un fermier, d'un métayer ou d'un petit propriétaire ne sont pas excessivement différents.

LA rente foncière passant au second plan, les bénéfices agricoles sont désormais principalement constitués par la différence entre prix de revient et prix de vente des produits, c'est-à-dire, comme les bénéfices industriels, par la plus-value tirée de l'exploitation de la force de travail humaine — augmentée, en ce moment, d'une « Rente différentielle » due à la rareté relative des denrées. — Certes, chacun sait que, dans les travaux des champs, si le patron (propriétaire ou fermier) exploite durement, intensément, la main-d'œuvre salariée, il s'exploite lui-même personnellement en tant que travailleur avec la même dureté, la même intensité. Mais de toutes façons, après s'être rendu acquéreur de matières premières (semences, engrais, etc...) d'outillage et de main d'œuvre (réduite parfois à lui-même et à sa famille) le patron rural se trouve *propriétaire des produits agricoles*; il possède sur ces produits, comme l'industriel sur les siens, un droit de propriété, avec tout ce que cela comporte; il se trouve normalement dans la même situation économique que le petit patron capitaliste du siècle dernier.

Ainsi trois conséquences sociales très importantes résultent de l'ameusement marqué de la Rente foncière :

- 1° La classe des rentiers proprement dits a pratiquement disparu;
- 2° Entre petits propriétaires, fermiers et métayers il n'y a plus de différence sociale très nettement tranchée;
- 3° La classe paysanne — exception faite, bien entendu, des ouvriers agricoles — représente une classe capitaliste proprement dite, très analogue à celle des petits patrons du siècle dernier avant la concentration accélérée de la période impérialiste.

Ce dernier aspect de l'économie paysanne constitue un obstacle aux tentatives de planification en France : le planisme, techniquement applicable dans l'Industrie et les Transports qui sont fortement concentrés, se trouve impuissant et se noie dans l'éparpillement des producteurs ruraux. A considérer les choses dans cet aspect, il semble au premier abord qu'un décalage très net existe — quant au mouvement de concentration capitaliste — entre l'Industrie et l'Agriculture. Il apparaîtrait même que, dans les campagnes françaises, la concentration n'ait pas ou guère joué. Peut-on en donner une explication technique ? Alors, dit Simiand, que, dans l'industrie, l'emploi d'une main-d'œuvre plus nombreuse ou le perfectionnement des machines provoque un accroissement du nombre des produits ou une accélération de la production, il n'en est pas de même dans l'agricul-

ture et l'élevage. La fertilité des terres n'est pas indéfiniment proportionnelle à la quantité et à la qualité des engrais; les machines ne font pas pousser le blé plus vite ni la vigne meilleure; la fécondité du bétail, la durée de gestation, le nombre des petits par portée sont encore indépendants des perfectionnements techniques. Si donc, l'on admet que le rendement des progrès techniques a poussé l'industrie dans la voie de la concentration des capitaux, doit-on admettre que, dans l'agriculture et l'élevage, l'absence ou l'étroite limitation du rapport entre le progrès et le rendement laissent l'économie paysanne en dehors de la course à la concentration ? Pourtant, dans certains pays, la concentration capitaliste s'est effectuée par la formation de grands domaines et la réunion d'immenses troupeaux. Si tel n'est pas le cas de la France — du moins de la Métropole — la généralité du phénomène de la concentration se trouve-t-elle infirmée par cette disparité ? Non, car celle-ci ne provient probablement que d'une conception arbitraire du travail de la terre.

AGRICULTURE et Elevage ne sont pas des branches complètes de production. De même que les cultures industrielles n'ont de sens que si elles sont rattachées aux industries dont elles fournissent les matières premières, les cultures alimentaires, l'élevage, la pêche maritime appartiennent à une branche plus générale de production : celle de l'Alimentation. Le blé, le bétail sur pied, ne sont pas des denrées, mais des matières premières de l'Alimentation. Les techniques de la mise en conserve des denrées ont accentué, pour l'agriculture et l'élevage, leur caractère de production de matières premières.

Or si l'on considère, dans son ensemble, la production générale des denrées proprement dites, on s'aperçoit aussitôt qu'une forte concentration capitaliste s'y est opérée, comme dans les autres branches de production. Les trusts se sont — là comme ailleurs — placés dans les seuls secteurs qui leur étaient les plus propices. En Argentine ou aux Etats-Unis elle s'est effectuée à l'échelon de l'éleveur ou du cultivateur, en France, elle s'est de préférence située dans les secteurs de la collecte, du stockage, du transport, de la mise en conserve ou de la transformation. La collecte, le stockage, le transport du blé, du lait, de la viande et du vin ont été trustés. La mise en conserve — sous toutes les formes possibles — du lait, des légumes, des fruits, de certains poissons, appartient également à de grosses sociétés. Il en est de même pour la biscuiterie, la fabrication des pâtes alimentaires, les raffineries de sucre ou d'oléagineux, la production de succédanés, etc... Autrefois entre le pêcheur, l'éleveur et le cultivateur d'une part, et le consommateur de l'autre, il n'y avait guère que des commerçants. Maintenant, entre eux, il y a des producteurs importants.

L'EPARPILLEMENT des capitaux dans les campagnes prend alors une signification nouvelle : les paysans ont été peu à peu transformés en « travailleurs à domicile » des grandes entreprises d'Alimentation. C'est dans ce sens qu'a évolué assez rapidement la paysannerie française. Cette évolution s'est trouvée brusquement stoppée par l'occupation allemande et les conditions anormales de l'après-guerre.

Quelques trusts — notamment celui du blé — succombèrent au régime des réquisitions ennemies, des achats prioritaires, aux exigences des services du Ravitaillement. Le marché noir permit aux paysans d'échapper à la prolétarianisation commencée par les trusts. Ceux-ci, issus du développement normal du capitalisme avaient eu la partie belle pour réduire à merci les petits capitalistes ruraux, en période de surproduction relative. Mais, en essayant de se substituer aux trusts, les Services officiels de Ravitaillement, en période de pénurie relative, ont hérité d'une responsabilité insupportable. L'Etat, successeur des trusts, est apparu aux paysans comme l'agent direct de leur prolétarianisation, et le Socialisme, sous son aspect dirigiste, est devenu leur bête noire. Pourtant, c'est la liberté des échanges, tant réclamée par les petits capitalistes des campagnes, qui causera leur perte : car la liberté des échanges signifie la concurrence — intérieure, impériale et internationale — et, après un dernier et dramatique sursaut de hausse, c'est la chute brutale des prix agricoles, l'accélération du mouvement de concentration capitaliste, le réveil des trusts mis en veilleuse par l'intervention de l'Etat, et la prolétarianisation normalement croissante de la paysannerie.

Un témoignage sur l'Allemagne

par Charles VINCENT

NOTRE camarade Fenner Brockway a raconté, dans un livre récemment paru, tout ce qu'il a observé et ressenti au cours d'un voyage qu'il fit au printemps 1946 dans la zone d'occupation britannique. Déjà la faim, ainsi que le surpeuplement et l'insalubrité des logements résultant des bombardements massifs, avaient pour conséquence une augmentation considérable de la mortalité infantile, de la tuberculose et une diminution de la résistance aux maladies. Brockway a laissé de la salle de l'hôpital de Hambourg, où sont traités les cas de sous-alimentation les plus graves, une description qu'il est difficile d'oublier : *Des visages jaunes et gris, des joues et des fronts sillonnés de rides profondes, des yeux révélant la crainte, la souffrance et l'épuisement qui ont été éprouvés. J'essaie de me rappeler où j'ai vu de semblables visages. C'était dans un film sur le camp de Belsen.*

Les autorités britanniques doivent faire face à des difficultés très grandes. Leur zone est la plus industrialisée, la plus peuplée, celle aussi où les ressources agricoles sont les plus faibles. Les effets de la politique de Potsdam — démembrement économique, désindustrialisation, afflux des Allemands expulsés de Pologne — s'y font donc sentir plus sévèrement qu'ailleurs. Le contribuable anglais doit subvenir en partie à l'entretien de la population allemande sans que celle-ci soit suffisamment secourue. Le personnel d'occupation, tant militaire que civil compte, à côté de ceux qui se considèrent en pays conquis, des hommes de bonne volonté qui s'efforcent de collaborer avec les anti-nazis à la reconstruction du pays sur des bases démocratiques.

Les syndicats ouvriers et les partis anti-hitlériens ont pu se constituer librement. Malheureusement, trop d'éléments pro-nazis ont été maintenus à des postes de responsabilité. C'est le cas du corps médical, de l'agriculture et de certaines industries. On allègue qu'ils sont techniquement indispensables, mais l'excuse ne semble pas justifiée par les résultats obtenus.

Dans les mines de la Ruhr, qui sont soumises à un Contrôle Interallié britannique, français, belge et hollandais, le personnel de direction est demeuré le même que sous Hitler. Le Contrôle Interallié se montre hostile aux syndicats ouvriers. Pour remédier à la pénurie de main-d'œuvre, il a même tenté d'introduire des méthodes de travail forcé, mais s'est heurté à une vive résistance ouvrière.

Avant de parler de la renaissance du mouvement ouvrier et socialiste, il convient de rapporter l'histoire du parti, improprement appelé Parti d'Unité Socialiste, de la zone russe. Brockway a pu la recueillir de la bouche de socialistes du secteur britannique de Berlin et de quatre socialistes du secteur russe qui, pour entrer en contact avec lui, coururent les plus grands risques. De ces quatre militants, qui tous avaient passé de longues années dans des camps de concentration sans que leur esprit fût abattu, trois étaient maintenant des hommes brisés. Un seul continuait à défendre, clandestinement, la cause du socialisme démocratique. Tous racontèrent la même histoire. Les réunions du Parti Social-Démocrate avaient lieu en présence d'officiers russes. Tous ceux qui s'opposaient à l'unité telle qu'on l'entendait à Moscou étaient convoqués devant les fonctionnaires russes, et soumis à d'interminables interrogatoires. S'ils maintenaient leur opposition, ils perdaient leur emploi et étaient expulsés de leur logement. S'ils s'obstinaient encore, ils étaient déportés ou internés dans les camps de concentration où les nazis enfermaient naguère leurs adversaires.

Au début, socialistes et communistes étaient en majorité favorables à l'unité, car ils avaient gardé un mauvais souvenir des divisions ouvrières qui avaient facilité l'avènement d'Hitler. Les communistes allemands s'étant déclarés en faveur d'un gouvernement démocratique, les socialistes proposèrent l'unification et les communistes l'acceptèrent. Mais les socialistes, bien qu'entravés dans leur propagande, étaient plus populaires que les communistes, comme le prouvèrent entre autres les élections aux conseils ouvriers, et les autorités russes déclarèrent la fusion prématurée.

Après les résultats électoraux d'Autriche et de Hongrie, très défavorables aux communistes, les Russes jugèrent préférable de liquider les autres partis dans leur zone. Ce fut d'abord le tour des démocrates-chrétiens et des libéraux, puis le Comité Central du Parti Social-Démocrate fut invité à rencontrer les représentants du P. C. afin de discuter la fusion.

Les socialistes posèrent en principe que cette fusion se ferait dans toute l'Allemagne et serait décidée dans un Congrès inter-zone par des délégués démocratiquement désignés par la base. Mais l'entrevue des chefs des deux partis eut lieu en présence de représentants du Gouvernement Militaire soviétique. L'un des socialistes eut cependant le courage de protester contre les manœuvres des Russes, citant l'exemple d'un militant social-démocrate de Saxe qui avait été enlevé et fut retrouvé avec une balle dans la nuque. L'entrevue se termina par une déclaration vague exprimant le souhait de voir l'unité se réaliser dans l'avenir. Les Russes considérèrent cette déclaration comme une acceptation de leur politique et entreprirent d'imposer l'unité immédiate dans leur zone. La voix des socialistes qui s'opposaient à l'unité ainsi conçue fut étouffée. Ils furent chassés des postes de responsabilité de leur Parti. Une campagne de calomnies fut déclenchée contre eux et bientôt ils furent internés ou déportés en grand nombre. Par contre les manifestations publiques en faveur de l'unité s'accompagnèrent de distribution de pain et de saucisses.

Un référendum socialiste dans les secteurs anglais, français et américains de Berlin révéla une majorité écrasante pour l'unité d'action mais contre la fusion. Cependant l'un des membres du Comité Central socialiste, Grotewohl, accepte d'aider les Russes dans leur politique après avoir reçu du Maréchal Jukov la promesse que si les ouvriers se déclaraient en faveur de l'unité, ils auraient du travail et des vivres, et que l'expédition en Russie de l'outillage des usines cesserait. Mais le « démantèlement » ne faisait que commencer. La politique économique des Russes consiste à enlever l'outillage dont ils ont besoin chez eux et à faire travailler les usines qui sont épargnées pour l'exportation en Russie. J'ajouterai au récit de Brockway que des statistiques récentes établies d'après les documents officiels, indiquent que dans la zone russe, le démantèlement des usines atteint 60 à 80 % pour l'industrie lourde et les industries mécaniques et chimiques. A cette réduction de la capacité de production il faut ajouter celle qui résulte des destructions de guerre. L'absence de nombreux produits a été constatée à la récente Foire de Leipzig. Enfin une fraction importante des entreprises restantes est devenue propriété soviétique. Les domaines des Junkers ont été morcelés mais, malgré la grande richesse agraire de la zone, la ration alimentaire n'est pas sensiblement supérieure à celle de la zone britannique.

Brockway a pris la parole à la manifestation du 1^{er} mai à Hambourg, puis au Congrès du Parti Social-Démocrate à Hanovre. Non sans émotion car il se souvenait d'avoir parlé quatorze ans plus tôt dans des meetings dont certains avaient été attaqués par les S. A. De ses amis d'Allemagne beaucoup ont succombé. Ceux qu'il a retrouvés, militants socialistes ou intellectuels anti-fascistes, portent la marque des années de terreur. Il a pris contact avec les fonctionnaires du Parti et des syndicats, mais a passé plus de temps encore avec des ouvriers et des employés qu'il a rencontrés dans leur famille ou sur le lieu de travail.

Moins d'un an après la chute du régime hitlérien, le nombre des syndiqués était de 600.000 pour la seule zone britannique. La forme d'organisation prédominante est le syndicat d'industrie. Les syndicats demandent du travail et du pain mais aussi le contrôle ouvrier de la production et la reprise des relations avec le mouvement syndical international. Ils acceptent la destruction des industries de guerre, ils consentent à ce qu'une partie de la production serve à la reconstruction de l'Europe, mais ils protestent contre la politique de désindustrialisation.

Le Parti Social-Démocrate comptait il y a un an 500.000 membres pour les trois zones occidentales. Brockway a constaté, non sans regret, que beaucoup de ses membres avaient vis-à-vis des autorités d'occupation une attitude trop soumise. Le leader du Parti, Kurt Schumacher, réagit fortement contre cette tendance. Cet homme maigre, voûté, mutilé de la première guerre mondiale, et qui porte sur lui la marque de douze années de camp de concentration et des violences de la Gestapo, a fait sur Brockway une grande impression. Une flamme intérieure l'anime. Il critique la réaction allemande et le « communisme » de dictature que la Russie prétend imposer, mais aussi le Gouvernement Militaire britannique et les puissances occidentales. Il exhorte les ouvriers allemands à compter avant tout sur eux-mêmes dans leur lutte pour le socialisme. Il proteste contre le démembrement de l'Allemagne et la destruction d'industries qui peuvent être utilisées à des fins pacifiques. Mais il affirme sa foi en la solidarité européenne, en la coopération internationale. Cet esprit d'indépendance, condition d'une véritable démocratie socialiste, Brockway l'a retrouvé chez les mineurs de la Ruhr qu'il a rencontrés.

De sa visite, il a recueilli l'impression que la haine de toute dictature, de droite ou de gauche, était répandue, mais qu'il y avait aussi beaucoup de scepticisme et d'apathie.

Depuis lors la situation en Allemagne n'a fait qu'empirer. Les espoirs qu'une grande partie de la population avait mis dans les Alliés se sont évanouis. La misère et la faim sont un atout pour les nationalistes allemands. Ceux-ci n'ont pas d'organisation indépendante mais ils sont entrés en assez grand nombre dans le Parti Démocrate-Chrétien, équivalent de notre M. R. P. La dénazification, confiée à présent à des Comités allemands, est lente et insuffisante.

Les récentes élections ont montré que les socialistes demeurent une force importante. Rappelons quel est le rapport des forces (en milliers de voix) :

Partis	Rhénanie et Westphalie	Basse-Saxe
Social-Démocrate	1.601	1.067
Communiste	701	139
Centre	488	101
Démocrate-Chrétien	1.874	513
Libéral-Démocrate	299	216
Agraire	—	417

Les socialistes sont en tête à Hambourg et à Hanovre, où il n'y a pas eu d'élections depuis octobre, et ont la majorité absolue dans le Schleswig.

Le nouveau Parti du Centre est catholique comme le Parti Démocrate-Chrétien auquel il a pris des voix, mais il est favorable à la nationalisation que les démocrates-chrétiens repoussent. Une majorité comprenant les socialistes, les communistes et le centre s'est donc affirmée en faveur de la nationalisation des industries de base que, dit-on, le Gouvernement britannique souhaite voir s'accomplir. Mais que sera cette nationalisation ? S'agit-il d'une socialisation véritable avec large contrôle ouvrier ? Les anciennes classes possédantes et leur personnel dirigeant pro-nazi seront-ils éliminés ? Les industries nationalisées seront-elles intégrées dans une économie fédérale socialiste ou soumises à un contrôle impérialiste ?

Nous ne savons pas encore quelles conditions les Américains mettront à la fusion, qui n'est encore qu'amorcée, de leur zone avec celle des Britanniques. Nous ne savons pas non plus comment les Quatre régleront le destin de l'Allemagne et en particulier celui de la Ruhr. Une chose est sûre, le socialisme ne viendra pas aux travailleurs allemands comme un cadeau des grandes puissances. Si les organisations ouvrières allemandes devaient assumer devant la population la responsabilité d'un asservissement économique, le national-socialisme aurait encore des beaux jours à vivre. Le Parti Social-Démocrate, m'écrivit Brockway qui a conservé là-bas de nombreux contacts, paraît s'engager dans la voie tracée par Schumacher, mais la position de ce dernier demeure plus avancée que celle de beaucoup de ses collègues. D'ailleurs, et c'est là-dessus qu'il faut conclure, les efforts des socialistes allemands resteront vains tant que la solidarité socialiste internationale ne deviendra pas un facteur décisif dans la politique européenne.

IL Y EUT...

*TOUT cela est fini
Il y eut Bikini
La bile que tu nies
Froidit ta pipe en rii
Du sang noir de nos tripes*

*Il y eut bacchanale
Eau bec qui n'ait son sa
Nous baille que tu vailles
Le champignon de nuages
Fondant grêle de peau*

*Roussies nos carcasses
Il y eut beaux conots
Ceux qui conassent drôle
Au fracas d'un atome
Nous colloquant fantômes*

*Foutus ou bien culs nus
Il y eut pluie de pus
Aux bachiques effluves
Des bavures sur les murs
Mouillés des os fondus*

*Nouvel homme charbon
Urané d'il y eut
Que tu n'aies plus regret
D'avoir pourvu l'abîme
D'une légère ondée*

*Bulle qu'elles annulent
Fugues d'éternité
Frottée au feu du globe
S'ouvrant gueule d'enfer
Au fond du puits d'air frais.*

Edmond HUMEAU.

Que se passe-t-il en Grèce ?

par S. T. WITTE

LA Grèce, point névralgique de l'Europe d'après-guerre, est un des pays qui souffre le plus de l'antagonisme des grandes puissances. Le conflit entre les Américains et les Russes y a pris la forme d'une guerre larvée qui oppose des Grecs mis au service des puissances étrangères. Lorsque les autres conditions d'une troisième guerre seront mûres, de Grèce pourrait bien jaillir l'étincelle qui mettrait le feu aux poudres. Le malheur de ce pays vient directement du partage des zones d'influence entre « les grands ». Il est maintenant historiquement établi que si la Roumanie est la Bulgarie ont été attribuées à la Russie, la Grèce a été cédée à la zone d'influence anglo-américaine.

Ces accords ont été conclus lorsque le peuple grec, après le départ des troupes allemandes, se préparait à reprendre sa souveraineté nationale. Un imposant mouvement de résistance a été disloqué et écrasé par suite de cet accord des grandes puissances qui amena les Anglais en Grèce et détermina la défaite des troupes de l'E.A.M., défaite accentuée par la capitulation sans conditions des chefs du parti communiste lors du fameux « accord de Varkiza ». C'est à partir de ce moment que les forces de la réaction prirent le dessus dans la vie politique du pays.

Profitant des circonstances que leur avait offert la lutte clandestine pendant la période d'occupation, les staliniens réussirent à éliminer tous les militants de la résistance qui n'obéissaient pas aveuglément à leurs ordres. Ils massacrèrent, après les avoir cruellement torturés, plusieurs centaines de résistants, parmi les plus influents, et pratiquèrent la terreur et la vengeance envers plusieurs milliers de pauvres gens qui n'étaient pas d'accord avec leurs méthodes.

C'est alors que, par réaction à ces crimes innombrables, des masses considérables du peuple se groupèrent autour du parti populiste (parti royaliste) qui était presque inexistant et sans influence jusqu'alors. Ce parti se mit au service des Anglais et plus tard des Américains et se trouva en accord avec le parti communiste pour scinder le pays en deux blocs : communiste et anti-communiste, pro-américain et pro-russe. Ces deux réactions sont complémentaires : la force de chacun d'eux vient de l'horreur qu'inspire leur adversaire. Elles ont tout intérêt à maintenir l'état de lutte armée en Grèce, condition de leur influence.

Pourtant, il faut souligner, qu'à l'heure actuelle, ces deux courants sont en nette régression, que du terrain est gagné par les forces qui s'opposent également à l'une et à l'autre domination. La majorité des masses populaires est actuellement hostile tant aux populistes qu'aux staliniens. En effet, la terreur populiste succéda à la terreur stalinienne. Derrière ce parti, se groupèrent tous les éléments réactionnaires : anciens partisans du régime Métaxas, nombreux collaborateurs des Allemands actuellement incorporés dans les forces militaires et policières et qui dans la lutte contre les « antartes » (maquis), commirent les crimes atroces dont la presse étrangère s'est faite récemment l'écho. Une partie de ces éléments sont des tueurs professionnels et d'anciens bandits.

Le peuple grec aspire à la fin de cette lutte sanglante qui lui semble sans objet. Il se rend compte que c'est seulement en se soustrayant aux forces étrangères et en rétablissant dans le pays les méthodes démocratiques qu'il peut lutter efficacement pour son indépendance et ses revendications sociales. Ce n'est que par l'élimination complète du pouvoir des forces populistes et leur remplacement par des éléments démocratiques, et par une politique effective d'apaisement qu'on peut conduire à l'impasse l'opération politique russe de guérilla pratiquée par le parti communiste grec.

Bien que la situation dans l'ensemble ne présente pas de modifications profondes, on ne peut ignorer que la présence du chef du parti libéral, Sofoulis, à la présidence du gouvernement ait été marquée par deux faits importants : l'amnistie pour les hommes des montagnes et la libération de plus de vingt mille déportés. La pacification de la Grèce étant une question d'ordre extérieur, le projet de Sofoulis n'a pu donner les résultats attendus. La politique russe ayant pour objectif d'aggraver la situation grecque et d'empêcher son retour à la vie normale. Ce retour d'ailleurs ne peut s'effectuer que par étapes tendant à l'organisation d'élections permettant au peuple grec de s'exprimer librement.

L'EVENEMENT le plus sensationnel, pour la dernière période, a été la déclaration de Porphyrogenis à Strasbourg. En effet, tout était déjà préparé pour la proclamation d'un deuxième état en Grèce. Le but poursuivi était de compliquer à l'extrême

la situation politique à l'intérieur du pays et surtout entre les grandes puissances qui s'opposent sur le territoire grec.

Cette tentative a échoué. Il est possible que la Russie, au dernier moment, ait abandonné son plan en raison des grands risques qu'aurait entraîné pour elle la nécessité d'armer ouvertement le nouvel état, de le reconnaître, puis de conclure bientôt une alliance directe ou indirecte entre lui et les pays sous son influence : Bulgarie et Yougoslavie, particulièrement. Tout cela pouvait créer les conditions d'une guerre et nous pensons que la Russie ne se juge pas actuellement en état de prendre l'initiative de la guerre, à laquelle elle se prépare fébrilement.

La formation d'un gouvernement présupposait l'existence d'un territoire, si restreint soit-il, entièrement aux mains des forces des montagnes pro-russes. Or, malgré l'offensive déclenchée à cette époque, ses forces n'ont pu réussir à s'emparer, à défaut d'une province, de la moindre petite ville pour constituer ce gouvernement.

Le général Markos s'est donc contenté de proclamer sa constitution et d'organiser, d'un poste yougo-slave, des émissions pour attaquer le gouvernement grec. C'est en relation avec ces faits, qui trahissent les projets russes, qu'on doit voir l'action des Américains en Grèce au cours des derniers mois.

LE but de l'action américaine est de montrer au monde que la Grèce n'est pas dirigée par des forces incontrôlées, mais par un gouvernement qui représente la majorité de la population. Dans ce but, ils sont parvenus à convaincre le vieux Sofoulis chef de l'opposition démocratique, de former lui-même le gouvernement en collaboration avec Tsaldaris, chef du plus grand parti dans le parlement. Ce gouvernement a reçu la confiance de tous les partis qui participent au parlement, et même du parti de Tsouderos (démocrate progressif), lequel n'avait pas pris part aux élections. Le gouvernement Sofoulis a proclamé une amnistie générale et, dans un délai de quatre semaines, a libéré vingt mille déportés.

Selon des renseignements contrôlés, l'état d'esprit des maquis était favorable à l'amnistie. Par contre, le P.C. après avoir essayé de marchander — il a proposé la liquidation des maquis en échange de ministères au gouvernement — a donné l'ordre de réprimer, parmi les maquisards, toute tendance à se présenter en vue d'être amnistié. Markos, dans un communiqué a donné les noms de trois chefs de maquis condamnés par un tribunal militaire pour « défaitisme » et qui ont été exécutés.

L'action des maquis n'est nullement populaire en Grèce comme on le croit souvent à l'étranger. La plupart des recrues sont des paysans arriérés et leur activité consiste surtout à brûler des maisons, à détruire des ponts et des réseaux télégraphiques, à attaquer le trafic routier, à assassiner de pauvres gens pour divergence politique, souvent même par simple vengeance. Leur rayon d'action se limite aux régions montagneuses. Les paysans très pauvres y sont souvent recrutés par force, et l'approche des maquis est pour un village l'équivalent de la ruine complète.

Le trafic commercial s'interrompt, les échanges cessent, la vie économique du pays est paralysée. Les paysans vivent dans la terreur. Obligés de prendre position pour ou contre, les paysans sont, soit exterminés par les maquis comme ennemis, soit poursuivis par les forces policières d'Etat comme sympathisants du maquis. Toute la population grecque demande la paix et la tranquillité. Cette guerre, sans justification, ni nécessité pour le pays, inspire à tous une profonde horreur. Nul ne croit plus au succès du maquis. Seul le Parti communiste recrute, expédie en Yougo-Slavie, entraîne puis jette dans le combat des éléments nouveaux. Malgré tout, l'action du maquis reste minime et ce qui frappe le plus, lorsqu'on parvient en Occident, c'est de voir la presse (tel *Combat* en France, *New Leader* en Angleterre) ne donner que des nouvelles inspirées par le formidable appareil d'information stalinien, et mobiliser l'opinion publique en faveur d'une action criminelle.

IL y a en Grèce deux forces qui ont tout intérêt à maintenir l'état de lutte armée, d'instabilité et d'insécurité. La première, le P.C. instrument docile de la Russie pour laquelle la Grèce est l'occasion de gêner l'Amérique en l'obligeant à « intervenir » elle aussi dans les affaires d'autres pays, comme la Russie dans l'Europe orientale. C'est une diversion de premier ordre pendant la période des discussions sur les questions en litige entre les deux pays. Les Russes ne cesseront pas d'organiser des désordres en Grèce tant qu'un accord avec l'Amérique sur les questions en suspens ne sera pas conclu. La « révolte » cessera dès que le P.C. en recevra l'ordre de Moscou.

La deuxième force qui désire le maintien du désordre est la réaction grecque, qui pénètre fortement l'appareil d'état et surtout la police et les forces armées du gouvernement. Constituée d'éléments dont la plupart furent des collaborateurs des Allemands, ils considèrent gens et organisations, qui ne sont pas avec eux, comme des communistes. Par leur conduite scandaleuse, par des actes de brutalité inouïe, par la terreur et par leur comportement qui ne le cède en rien à celui des staliniens, ils apportent à

ceux-ci une aide précieuse : les staliniens ont tout intérêt à prouver qu'il n'y a que deux forces qui luttent dans le pays : les communistes démocrates et les fascistes réactionnaires. Or, entre ces deux formes de réaction, se placent des organisations et mouvements d'une considérable envergure : Toutes les organisations ouvrières et socialistes — exception faite du parti dit socialiste de Tsirimocos, qui s'aligne sur la politique du P.C. — et les partis démocratiques, tel que le parti progressif de Tsouderos et libéral de Sofoulis. Ils représentent sans aucun doute la majorité de la population du pays.

En ce moment, toutes les organisations socialistes, ainsi que plusieurs personnalités démocratiques se prononcent pour un troisième front et ont entamé des pourparlers dans ce but. Parmi les organisations ouvrières de grands efforts sont faits en vue de constituer un bloc homogène s'opposant aux deux formes de réaction fasciste.

Lettre d'Amérique

Economie et politique étrangère

Par Louis CLAIR

UNE politique vigoureusement orientée vers le soutien économique et même militaire, aura des répercussions énormes sur l'économie des Etats-Unis. Finis alors tous si besoin est, de tous les pays de la périphérie de la puissance impérialiste russe, les plans de réduction budgétaire et de réduction de taxes, finis aussi les espoirs que les prêts à l'étranger pourraient être accordés d'après les lois rigoureuses de la rentabilité commerciale et de la rentabilité des entreprises privées. On inaugurerait tout au contraire une ère de grands investissements à caractère politique, largement dominés par la puissance fédérale et non par les milieux capitalistes.

Tout ceci explique une nervosité croissante dans certains milieux capitalistes et dans le Parti Républicain. Et cela surtout parce que les signes avant-coureurs de la crise à venir se font de plus en plus nombreux. Or, un Parti Républicain qui sera tenu pour responsable de la politique « forte » à l'extérieur qui touchera sensiblement au portefeuille de l'électeur moyen, et qui en outre n'aura pas su éviter la crise, aura beaucoup moins de chances de sortir victorieux des élections de l'an prochain. Il est bien vrai que les Démocrates eux aussi vont être jugés responsables d'une telle dépression économique, mais ils auront le prétexte facile en disant que tout cela ne serait pas arrivé si le parlement républicain n'avait pas contrecarré les efforts du Président Démocrate.

En apparence tout va encore très bien. Les profits qui ont été réalisés au cours de la dernière année et surtout pendant les six derniers mois de 1946, ont été phénoménaux. D'après un rapport de la *National City Bank of New York*, les 840 corporations industrielles analysées ont gagné en 1946 en moyenne 11,9 % sur leurs investissements nets (contre 9 % en 1945) — un chiffre qu'on n'a surpassé que deux fois depuis 1925. Des 23 groupes industriels énumérés dans ce rapport, trois seulement ont enregistré des profits inférieurs à ceux de l'année précédente. La plupart ont réalisé des bénéfices considérablement supérieurs.

Compagnies par groupes	Revenu net après déduction des taxes	Pourcentage de revenu surpassant celui de 1945	Pourcentage de bénéfice sur investissements nets
15 « usines à viande »	\$ 67.857.000	96,7 %	19,9 %
39 boissons	154.841.000	109,6 %	32,9 %
36 textile (coton)	62.622.000	208,3 %	23,8 %
49 textile (autre)	116.257.000	148,4 %	24,7 %
17 prod. caoutchouctiers	132.290.000	99,7 %	20,5 %
38 chimiques	189.099.000	46,1 %	13,6 %
16 pétrole	76.334.000	19,0 %	9,8 %
20 fer et acier	236.190.000	47,0 %	7,3 %

Donc, il est clair que les grands cris d'alarme des industriels l'an dernier au moment des revendications d'augmentation de salaires par les syndicats ouvriers, ont été sans objet. Du point de vue capitaliste, l'année 1946 a, sans doute, été une des années les plus fructueuses. Et pourtant... Keith Hutcheson, dans l'hebdomadaire *The Nation*,

remarque à juste raison que le pourcentage le plus élevé du bénéfice sur les investissements qui ait jamais été réalisé dans les Etats-Unis depuis 1925 a été de 12,8 % en 1929 (contre 11,9 % maintenant). Or, la grande débâcle suivit immédiatement ce record de profits... Il y a nombre d'économistes de l'école de Keynes qui ont compris qu'une répartition inégale des bénéfices ainsi réalisés a eu beaucoup à faire avec cette débâcle. Or, aujourd'hui, nous assistons au développement de phénomènes semblables.

Le salaire hebdomadaire des ouvriers dans les industries manufacturières est tombé de \$ 47,50 à \$ 45,83 de janvier 1945 à octobre 1946, c'est-à-dire de 3,5 %. Pendant cette période, les prix ont augmenté de 16,7 %. Donc un salaire de 45,83 en octobre 1946 n'achète que pour une valeur de \$ 39,27 en termes du dollar de janvier 1945. En d'autres termes, le pouvoir d'achat ouvrier a décliné de 17,13 %. L'industrie manufacturière a dépensé globalement pour salaires hebdomadaires 22 % de moins en octobre 1946 qu'en janvier 1945.

On a donc assisté à un changement profond dans la distribution du pouvoir d'achat national dans la période d'après-guerre. En 1936-39 les salariés de toutes catégories recevaient 63,5 % du revenu national total. Pendant les années de guerre, leur part s'est augmentée jusqu'à 67,7 %, mais pendant les huit premiers mois de l'année 1946, la part des salaires est tombée à 62,6 %, c'est-à-dire à un niveau plus bas encore que dans la période 1936-39. Les profits ont donc pris une part beaucoup plus grande du revenu national et la même tendance continue de façon accélérée en 1947.

Il faut ajouter à ces chiffres l'essor prodigieux et inflammatoire des prix. Dans les six premiers mois de l'année dernière le prix des produits alimentaires est monté de 145,6 % du niveau d'avant-guerre à 185,9 %, et les augmentations dans les autres domaines, si elles n'étaient pas aussi marquées, n'étaient cependant, pas moins nettes, ici la même tendance s'est encore accentuée considérablement en 1947.

Si les répercussions d'un tel état des affaires sur la conjoncture économique ne se sont pas encore fait sentir c'est surtout parce qu'il existait une grande demande pour les articles qui n'avaient pas été fabriqués depuis la guerre, et une immense accumulation du pouvoir d'achat non utilisé. Mais ces réserves s'épuisent à maintenir le standard de vie. En outre, on commence déjà à sentir une tendance très nette à une accumulation excessive de stocks chez les grossistes et chez les détaillants. Aussi des industriels qui d'abord avaient tablé sur plusieurs années de conjoncture favorable ont maintenant commencé à restreindre leurs investissements nouveaux.

Tout ceci, sans doute, est une indication nette de la crise à venir. Cette crise paraît en effet tout à fait inévitable et sa répercussion sur la politique impérialiste des Etats-Unis sera considérable. Il se pourrait que le sort de l'Europe pour les années à venir se décidera en grande partie suivant que la crise américaine se produira à une échéance plus ou moins rapprochée.

“Ce Soir” et la vérité historique

LE procès Maniu qui a succédé à l'assassinat juridique de Petkov est terminé : Le vieux leader paysan a réintégré son cachot dont il faut craindre qu'il ne sorte pas vivant, à moins d'un changement rapide et peu probable dans la politique des Balkans. Certaines religions ont l'habitude de décorer les animaux de sacrifice avant de les immoler. Les staliniens en général, et *Ce Soir* en particulier, préfèrent salir auparavant leur victime. Notre qualité de mensuel ne nous a pas permis de signaler plus tôt une petite forfaiture entre mille autres de cet organe préposé aux basses besognes staliniennes.

Dans l'article de *Ce Soir* paru le 30 octobre 1947, nous relevons les phrases suivantes : « ...c'est-à-dire que sans même considérer la culpabilité de l'accusé, ils s'efforcent par avance de le blanchir en prétextant qu'il serait victime d'on ne sait quelle machination policière. »

Nous autres, démocrates attardés, nous croyons ma foi, qu'avant jugement, l'accusé est présumé innocent. Mais la « démocratie nouvelle » n'a pas fini de nous surprendre. « Faisant partie de ces groupes de politiciens romains inféodés au pangermanisme, il ne cessa de se faire l'avocat de l'Allemagne à la tête des gouvernements qu'il présida et auprès de ceux qu'il inspirait de sa qualité de conseiller tout puissant. »

Faux !... Maniu, ami de Titulesco, n'a jamais été germanophile. D'ailleurs, il n'a jamais été au pouvoir après 1933 et quand même il eut été germanophile avant cette date, il aurait été simplement l'ami d'une république socialisante alliée des Soviets à l'époque. *Ce Soir* serait très mal venu de le lui reprocher. « Le nom de Maniu est synonyme de cette époque de terreur qui de 1924 à la deuxième guerre mondiale... etc. »

Le premier gouvernement de Maniu est de 1928. Le plumitif croupion de *Ce Soir* ne connaît-il donc pas la fable du Loup et de l'Agneau...

MODIGLIANI EST MORT

par Victor SERGE

GIUSEPPE Emmanuele Modigliani est mort à Rome au début d'octobre... Une des grandes figures du socialisme international disparaît de notre horizon mais il y a dans cette douloureuse nouvelle quelque chose de profondément réconfortant. Modigliani s'est éteint à 79 ans, après une longue vie droite, vaillante et intelligente, dans son pays, entouré de compagnons de lutte qu'il aimait et qui l'aimaient et auxquels il laisse, comme à nous tous, un haut exemple. En un temps où la mort la plus naturelle pour les militants de l'humanisme intégral semble être celle des exilés, des torturés et des fusillés, réjouissons-nous de ce qu'un destin courageux, qui brava maintes fois les assassins, se soit achevé par le simple épuisement des forces physiques. Je ne doute pas que *Masses* et les socialistes français se joignent ici à moi pour apporter l'hommage de notre sympathie à la veuve du combattant, Vera Modigliani, et aux travailleurs italiens.

Ce grand Italien, ce grand Européen, était d'origine juive. Avec Turati, il avait en somme fondé le mouvement socialiste italien. Marxiste sans être doctrinaire, réformiste tant que le réformisme fut possible et sans la moindre abdication des intérêts supérieurs de la classe ouvrière, internationaliste pendant la première guerre mondiale, admirateur de la révolution russe tant qu'elle fut admirable, antifasciste et antitotalitaire inflexible, Modigliani avait fait preuve en plusieurs circonstances d'une intelligence politique tout à fait exceptionnelle. Il avait, pendant la montée du fascisme préconisé les seuls moyens efficaces d'empêcher la victoire de Mussolini. Il ne fut pas écouté... Sous la dictature des chemises noires, il était demeuré à son poste, en Italie. Il fut le défenseur de la veuve de Matteotti, l'accusateur tranquille du dictateur Mussolini...

Je ne devais le connaître que beaucoup plus tard, à Paris, en exil. Il consentit en 1937 à collaborer, en qualité de juriste, avec le Comité d'Enquête sur les Procès de Moscou, qui poursuivait ses travaux en liaison avec la commission américaine présidée par John Dewey. Il m'arriva de déposer devant lui sur les méthodes d'instruction du Guépéou—. J'assistai aussi à l'interrogatoire qu'il fit subir au fils de Léon Trotsky, Léon Sedov. Modigliani n'obéissait qu'à la passion de la vérité et il entendait que la vérité fût établie sans passion, sans équivoques ni exagérations, devant le seul tribunal d'une conscience exigeante. Plus tard, pendant la débâcle de France, sous le régime de Vichy, il nous arriva d'habiter à Marseille le même hôtel, un singulier hôtel hanté par des agents de la Gestapo, surveillé par la milice de Pétain, quelque peu protégé par le Comité de Secours américain, discrètement fréquenté par les premiers gaullistes... Nous appartenions à une résistance en plein jour. Breitscheid et Hilferding furent enlevés sous nos yeux pour être livrés aux nazis... Il fut maintes fois question de l'arrestation imminente de Modigliani qu'une commission fasciste réclamait. Il refusa néanmoins de quitter l'Europe clandestinement. « Ma place est ici, répétait-il. Je veux être là quand Mussolini tombera... » Pour être là, il savait bien qu'il risquait sa vie.

Un des plus beaux souvenirs que j'aie de lui est celui-ci. Par un soir de black-out, plein de rumeurs de persécutions, je rencontrai Modigliani sur le quai. Corpulent, dans son gros pardessus, l'ample barbe grise en éventail, le regard bleu réfléchi et doux comme toujours. Nous nous demandâmes : « Quelles nouvelles ? » — « Je viens d'écrire à Léon Blum, me dit-il, pour l'assurer de mon indéfectible amitié et de ma solidarité. Vous savez que je n'ai pas toujours été d'accord avec lui... » Léon Blum venait d'être placé en résidence surveillée ; toute une équipe de socialistes français, parmi lesquels quelques-uns de ses amis personnels, le lâchaient officiellement pour donner leur allégeance au Maréchal. Les pires menaces s'accumulaient sur Léon Blum. Et le vieux réfugié Modigliani, lui-même menacé chaque jour et chaque nuit, choisissait ce moment pour un geste d'amitié que les censures commenteraient comme un geste de défi... Mais la vie entière de cet humaniste énergique, qui se méfiait de la violence et des extrémismes, fut à la vérité un constant défi adressé à l'injustice, à la déraison, à la cruauté, à la tyrannie...

A PROPOS de « SOCIALISME et PSYCHOLOGIE »

par Julien COFFINET,

DANS son article *Socialisme et Psychologie*, Victor Serge a posé quelques-uns des problèmes les plus importants de l'action socialiste : spontanéité des masses, rapport des masses et des chefs, rôle de la personnalité dans l'histoire, apports, dans les sciences de l'homme, de la psychologie moderne en général et de la psychanalyse en particulier. Chacun de ces problèmes mériteraient une étude et une discussion spéciales. A titre de participation à la discussion que « Masses » a voulu susciter voici quelques notes, trop hâtives, rédigées seulement dans l'intention de sérier les problèmes. Elles ne touchent pas tous les problèmes posés; elles ne prétendent en résoudre aucun.

PSYCHOLOGIE DES FOULES ET PSYCHOLOGIE DES MASSES

DANS les études psychologiques, il est nécessaire de faire la différence entre l'accidentel et le permanent, entre le spécial et le général. Il ne faut pas confondre la psychologie des foules et celles des masses. Les réactions d'un groupe de spectateurs pendant l'incendie d'un théâtre appartient à la psychologie des foules, d'ailleurs à peine étudiée, comme le signale V. Serge; l'examen de la mentalité particulière attachée à certaines catégories d'hommes, l'agriculteur ou le marin, par exemple, appartient à la psychologie des masses. Dans le cas de l'incendie le comportement des femmes, des enfants, des hommes est conditionné par un ensemble d'éléments qui échappent, pour une part assez large bien que non totale, aux analyses de la psychologie des masses. Il importe peu que le spectateur, ici, soit habituellement en contact avec la résistance de la matière, ou les réactions des êtres humains, soit habituellement tenu de transformer ou de persuader. Dans le cas de l'agriculteur ou du marin, la mentalité profonde, durable, de l'individu résulte d'un ensemble d'éléments qui ne relèvent pas de la psychologie des foules : que l'agriculteur s'instruise, au contact de la terre, des saisons, des plantes et des animaux, tout autrement que le marin au contact de la mer fluide « toujours recommencée », c'est ce qu'il est facile de comprendre. Agriculteur et marin, devant l'incendie il est bien possible, il est bien probable que la peur panique les saisisse ensemble; devant la politique, au contraire, il réagiront différemment, on peut le parier. La psychologie des foules étudie dans les groupes humains l'influence de conditions momentanées, les réactions immédiates; ici, il faut bien reconnaître que Victor Serge n'avait pas tort de signaler l'indifférence du socialisme. Quoi de plus important, pourtant, pour les militants en contact avec des assemblées, des réunions, des grèves, etc... ? La psychologie des masses, elle, s'intéresse dans les groupes humains à l'influence de conditions permanentes. Le marxisme a apporté à ce sujet des contributions plus importantes, et beaucoup plus riches que ne semblait le penser l'auteur des *Hommes dans la prison*.

PSYCHOLOGIE INDIVIDUELLE

DANS l'étude de la psychologie individuelle il est non moins utile de distinguer ce qui vient de conditions spéciales de ce qui procède de conditions générales. Qu'un enfant ait été élevé au sein d'une famille équilibrée et heureuse, ou à l'assistance publique, voilà qui n'est pas sans importance pour son caractère futur; qu'il ait été allaité par sa mère ou nourri au biberon compte aussi; qu'il ait été bien ou mal nourri, qu'il se soit développé normalement, ou qu'il ait pâti, autant d'influences qui se manifesteront, que l'observateur averti pourra noter. Descartes avait noté cela voici bien longtemps; et même les influences prénatales, intra-utérines. Il s'agit là de conditions spéciales, intéressantes bien entendu, mais de peu d'importance pour le comportement de l'individu en tant qu'être social, en tant que membre de groupes humains. Dans la mesure où certains individus jouent un rôle dans l'histoire, ces conditions spéciales valent la peine de retenir l'attention du socialisme; mais elles viennent pourtant en second plan, après les conditions les plus générales. Mais, au contraire, qu'un homme fasse

partie de telle ou telle classe sociale, qu'il soit maître ou esclave, qu'il vive de forger des fers à chevaux, de diriger une usine, de vendre des tissus, ou de prêcher les fidèles et les infidèles, il en résultera, chez lui, des traits généraux qui lui donneront un comportement social utile à retenir et à classer.

LE MARXISME

Il est permis de s'étonner que Victor Serge ait pu écrire : « Encore faut-il admettre que le développement économique et les conflits sociaux n'obéissent pas à un déterminisme rigoureux et clairement intelligible, sinon prévisible. Entraînés par les événements, les individus et les collectivités réagissent selon des aspirations plus inconscientes que conscientes, selon des traditions parfois, qui la veille paraissent oubliées, selon des tempéraments, des névroses, des poussées d'instinct élémentaires. La peur apparaît maintes fois comme un mobile plus puissant que l'intérêt économique ».

Marx, dans le texte capital pour le matérialisme historique, la préface à la *Contribution à la Critique de l'Economie politique*, écrivait : « Le mode de production de la vie matérielle conditionne le procès de vie social, politique et intellectuel en général ». Conditionne : question de traduction bien entendu, mais dans tous ses articles politiques et dans ses études historiques et philosophiques, Marx a montré assez qu'il n'entendait pas le matérialisme historique comme un déterminisme.

Aucun socialiste probablement, et en tous les cas aucun vrai marxiste n'a pu penser que les collectivités humaines réagissent selon des aspirations uniquement conscientes; aucun même n'a pu négliger les poussées d'instinct élémentaire; la question est de savoir dans quel cadre, dans quel milieu ces instincts élémentaires s'expriment et se coulent. La peur joue un rôle dans le comportement des individus et des masses, personne ne l'ignore; les régimes qui avaient du mal à résister aux revendications de certaines classes sociales ont souvent employé la terreur pour réduire au silence les intérêts économiques des opprimés. L'inaction des opprimés, dans ce cas, s'explique par la terreur, donc par la peur; mais la terreur, elle, ou la nécessité de la terreur, il faut bien l'expliquer par des conditions sociales et économiques. Qu'il ne faille pas interpréter le matérialisme historique de manière simpliste, et croire que l'individu, du fait qu'il est ouvrier ou capitaliste, aura nécessairement telle ou telle pensée, telle ou telle réaction dans la vie quotidienne, cela va de soi. Du fait que Paul est prolétaire, on ne peut pas déduire qu'il ira nécessairement au cinéma tous les samedis et non moins nécessairement fera l'amour à la hussarde. Mais il y a un comportement général du prolétaire et du bourgeois devant les grands faits sociaux.

La conception de Marx est à la fois très simple et très complexe. « Le travail est de prime abord un acte qui se passe entre l'homme et la nature. L'homme y joue lui-même vis-à-vis de la nature le rôle d'une puissance naturelle. Les forces dont son corps est doué, bras et jambes, têtes et mains, il les met en mouvement afin de s'assimiler des matières en leur donnant une forme utile à sa vie. En même temps qu'il agit par ce mouvement sur la nature extérieure et la modifie, il modifie sa propre nature, et développe les facultés qui y sommeillent » (*Le Capital*). Que l'on prenne le mot homme dans sa compréhension individuelle ou sociale, ce texte est lourd de développements possibles. Il est évident que dans cette philosophie de l'action développée par Marx il y a place pour une psychologie; elle a été, malheureusement, à peine esquissée par l'auteur du *Capital* qui n'a pu suffire à tout, et qui fut bien mal secondé par ses successeurs. Marx pourtant avait donné quelques indications pratiques sur sa pensée à ce sujet, par exemple à propos des effets de la division du travail dans le mode de production capitaliste. Au travail trop étroitement limité, trop machinalement exécuté, il oppose le travail varié « et par conséquent le plus grand développement possible des diverses aptitudes des travailleurs »; il disait que c'est une question de vie ou de mort pour la société de remplacer l'individu mutilé par une fonction de détail « par l'individu intégral qui sache tenir tête aux exigences les plus diversifiées du travail et ne donne, dans des fonctions alternées, qu'un libre essor à la diversité de ses capacités naturelles ou acquises »; il se félicitait que la bourgeoisie se soit vue contrainte de combiner l'instruction élémentaire avec le travail industriel; et il pensait que la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière allait « intro-

duire l'enseignement de la technologie, pratique et théorique, dans les écoles du peuple ».

PSYCHOLOGIE MODERNE

TOUTEFOIS la philosophie marxiste ne peut rendre compte des phénomènes psychiques immédiats, qu'ils soient individuels ou collectifs. Ce qu'elle analyse c'est la part, dans l'esprit de l'individu, qui vient de la société; dans l'esprit, ce qui relève de la physiologie, lui échappe complètement.

Faut-il donc, pour y suppléer, faire appel à ce que la psychologie moderne nous a apporté? Le cadre de cet article ne permet guère d'aborder le sujet, qui exigerait évidemment d'examiner l'apport de cette psychologie. Apport assez mince, qui relève plus de la littérature que de la science, quels que soient les mérites de certains psychologues comme Freud. Mérites, qui ne sont pas exactement ceux que l'on pense. Par exemple, Freud restera comme l'homme qui a secoué vigoureusement tous les tabous qui interdisaient l'examen et l'étude de l'influence dans la psychologie des phénomènes sexuels; il est douteux que ses applications restent longtemps en arrière, moins positives que celles de Descartes dans le *Traité des Passions*. Il n'est pas question, ici, de la « vérité » d'un système ou d'un autre : les systèmes sont des outils intellectuels que l'on doit choisir selon leur utilité et leur efficacité. La psychanalyse, en faisant reparaitre avec son inconscient, les explications des phénomènes par des esprits cachés, tend à nous ramener à la théologie. Non que les phénomènes qu'elle signale soient inexistantes : il faut les renvoyer simplement à la physiologie. Question d'hygiène et de méthodes mentales. Il y a plus de science positive dans les études du *Traité des Passions* que dans toute la littérature psychologique dont on nous rassasie.

DE LA PSYCHOLOGIE A LA PROPAGANDE

MAIS peu importe pour l'instant. Victor Serge rappelle l'importance d'un élément qui a été souvent souligné depuis le succès d'Hitler comme agitateur : le rôle de l'affectif dans le comportement des masses. Il est exact que le socialisme s'adresse presque toujours, et presque exclusivement à la raison des hommes qu'il veut toucher. Il est exact qu'il ne semble pas avoir appris quelque chose de l'expérience. Pourtant, il est essentiel de comprendre que la raison isole par les conditions même de son exercice : l'esprit, non prévenu. L'appel à l'universel, qui est contenu dans tout raisonnement, n'est valable que pour les autres raisons. Mais la raison est une faculté exigeante et fatigante. Elle exige une forte dose d'attention et de volonté. Elle est une conquête, qui doit sans cesse être renouvelée, sur l'instinct et les passions. Chacun l'emploie plus ou moins souvent, plus ou moins longtemps. Personne ne l'exerce toujours. Il est courant d'entendre des gens s'étonner que tel ou tel physicien connu, tel savant renommé, tienne des propos ahurissants sur les problèmes de la vie quotidienne. Parbleu ! Quand on vient de passer sept ou huit heures dans un laboratoire, la raison presque constamment en éveil, on est bien heureux de laisser aller les mots tels qu'ils se présentent pleins de chair, de nerf et de sang, imprégnés de sentiments. Il existe, certes, une sorte de société des raisons; par exemple il n'est personne de raisonnable qui, pour l'instant, conteste que la somme des angles d'un triangle soit égale à deux droits, pourvu que l'on parte des principes de la géométrie euclidienne. Mais cet accord universel est irréalisable dès que l'on abandonne les mathématiques.

Les liens habituels qui unissent les hommes sont d'ordre affectif, irrationnel. On ne mobilise les masses humaines qu'en faisant appel, en eux, à des sentiments. Si des statistiques en cette matière, dit Victor Serge, étaient possibles, on constaterait certainement que les civilisés équilibrés, c'est-à-dire adaptés en général à des façons de vivre propres à seconder le développement de l'homme et de la société, ne constituent qu'une minorité dans les pays les plus prospères, et que par là même, d'autres minorités, impulsées par de vieux instincts et nettement malades, font à la première un dangereux contrepois. Mais est-ce bien juste ? Les hommes sont tous des animaux impulsés par de vieux instincts. Et ces animaux par les hasards plus ou moins heureux de l'éducation parviennent à un comportement plus ou moins équilibré, avec quelquefois des moments de raison. En toute

Suite et fin page 31.

L'âme néo-stalinienne

Esquisse d'une psychopathologie

par Lucien MARTIN

DANS la presse « libre » d'une des « démocraties nouvelles », l'auteur de ces lignes a lu, il y a un an, un article étonnant. Il s'agissait de la « Chine victorieuse ». Le journaliste y démontrait que la Chine n'était pas victorieuse du tout, son rôle ayant consisté à gagner du temps pour permettre aux Etats-Unis, à l'Angleterre et à l'Union Soviétique de battre le Japon..

Certes, nous n'avons aucune sympathie pour le régime dictatorial du maréchal Tchang Kai Chek. Mais de là à nier ce miracle de ténacité que constitue cette résistance de dix ans contre l'envahisseur japonais, où les Chinois, tout comme le firent les Russes, utilisèrent stratégiquement l'immensité de leur pays et à mettre cette résistance sur le même plan que l'intervention de trois jours que fit l'U.R.S.S. en Extrême-Orient pour pouvoir participer à la curée, il y a là de quoi choquer toute intelligence normalement constituée.

Si dans la presse stalinienne française soumise à la critique d'une opinion encore libre on ne trouve pas d'exemple aussi frappant, la thèse qu'elle défend quant à la signification de cette guerre, pour être plus modérée dans sa forme, n'en est pas moins absurde dans son fond. A lire ces publications, l'U.R.S.S. a seule gagné la guerre, les autres puissances n'ayant eu qu'un rôle de comparses. Le rédacteur d'un journal parisien s'étant permis d'écrire : « La mer a vaincu l'Allemagne », *Les Lettres Françaises* ont répliqué spirituellement : En effet, nous nous rappelons bien de la bataille navale de Stalingrad ». Nous ne commettrons pas la bévue de chercher sur la carte le golfe de Stalingrad. Mais Stalingrad n'est pas sorti du néant. Tout ce qui l'a préparé : la résistance héroïque de l'Angleterre en 1940, les convois alliés à Mourmansk, les bombardiers sur les usines allemandes et autres faits de cet ordre n'existent pas pour le journaliste stalinien. Données historiques indiscutables pour nous, il les relègue tout bonnement dans le domaine de l'Uchronie.

Mentalité stalinienne et mentalité nazie

Il serait intéressant d'établir un parallélisme entre la mentalité stalinienne et la mentalité nazie. On peut aller jusqu'à affirmer que, sur le plan de la logique pure, la mentalité nazie est moins éloignée du sens commun que la mentalité stalinienne (1). Expliquons-nous. Dire que les Allemands, étant le plus fort des peuples, ont le droit de martyriser les autres, c'est sûrement une monstruosité morale, ce n'est pas à proprement parler une monstruosité logique. Par contre des affirmations comme celle que l'U.R.S.S. représente une forme perfectionnée de la démocratie et ceci proféré par des personnes souvent intelligentes et de bonne foi, relève pour nous, sinon de la psychopathologie, du moins de la psychologie différentielle. Il doit exister à la base de la pensée stalinienne une modification structurelle de l'appareil logique de préhension de la réalité. Dans ce qui suivra nous essaierons de mettre en évidence un des aspects de cette pseudo logique stalinienne.

Le syllogisme de la fausse identité

A la base de la plupart des argumentations stalinienne, on retrouve une formule que l'on pourrait appeler le « syllogisme de la fausse identité ». En voici un exemple : Vers 1936, *l'Humanité* a publié la manchette suivante : « Les trotskistes sont contre le front populaire, Hitler aussi... », avec comme sous-entendu que les trotskistes sont des alliés d'Hitler, thèse absurde et ignoble à laquelle les procès de Moscou ont fourni, à l'époque, une illustration sanglante. L'analogie du procédé logique saute aux yeux. En effet, entre la critique trotskiste de la tactique du front populaire et sa « critique » par Hitler, il n'y a réellement rien de commun, sauf le mot abstrait. Il s'agit donc d'extraire le mot « critique » de son contexte historico-politique concret et de bâtir

(1) Certes il existe un système très développé de pseudo-logique nazie. Mais son rôle nous paraît plus réduit que dans la mentalité stalinienne. Toute idéologie réactionnaire est basée sur deux éléments : la malhonnêteté et la fausse conscience. Le premier domine dans l'idéologie nazie, le second dans l'idéologie stalinienne. Ce qui explique le niveau moral plus élevé du militant stalinien.

là dessus une fausse identité entre trotskisme et hitlérisme, identité qui a servi de base à la monstrueuse farce des procès de Moscou. Les publications stalinienne fourmillent d'« arguments » de ce genre.

On relèvera également dans la terminologie stalinienne courante une quantité d'expressions qui ne sont autres que la cristallisation de fausses identités de ce genre. Voici le mot « social-fascisme » vieille connaissance qui a joué un rôle très important dans la propagande avant 1934 et qui semble devoir, dans un proche avenir, retrouver une nouvelle jeunesse. Ce terme consacre l'identification verbale entre social-démocratie et fascisme, authentique hérésie sociologique dont on connaît tous les funestes effets en Allemagne avant la prise du pouvoir par Hitler. Enfin on citera comme dernier exemple tout l'abus qu'on fait dans le monde stalinien du terme « trotskiste ». Pour tout esprit doué d'un minimum d'honnêteté, ce mot peut signifier deux choses : soit l'ensemble des thèses défendue par Trotsky soit la doctrine du parti qui se réclame actuellement du grand disparu. Le langage des publications stalinienne élargit par contre le terme trotskyste au point d'englober tous ceux qui admirent Trotsky sans partager ses idées, tous ceux qui, à gauche, critiquent la politique communiste et n'accordent pas crédit à la fable ignoble et stupide de la collaboration entre le « vieux » et Hitler. Ainsi, pour les stalinien, *Masses* est une revue trotskyste, alors qu'en réalité nous sommes en désaccord avec la doctrine et la politique de Trotsky et de ses disciples ou épigones sur presque tous les points. On retrouve donc le même artifice logique : décomposition des réalités concrètes et établissement de « fausses identités » par utilisation d'un procédé d'abstraction. Dans les mécanismes qui président à ses démarches réelles la pensée stalinienne est véritablement aux antipodes de la méthode dialectique dont elle se réclame officiellement.

Notons que dans l'utilisation de cette pseudo-logique il convient de distinguer deux plans. D'un côté le démagogue conscient pour qui ces fausses identités constituent une arme redoutable. Il est infiniment plus facile en effet de créer une ambiance de haine autour d'un mot comme « trotskisme » et ensuite d'englober sous ce vocable le plus possible d'adversaires politiques, que de défendre au cours de discussions, un point de vue de plus en plus difficile à justifier (2). D'autre côté nous avons le militant communiste honnête pour qui cette pseudologie est devenue véritablement un élément structurel de l'intelligence. Entre les deux plans, il existe évidemment de nombreuses transitions. Quant à nous, seule la deuxième catégorie nous intéresse. On essaiera d'élucider le mystère de la mentalité stalinienne dans la mesure où elle représente une forme *sui generis* de la pensée humaine transformée dans sa structure par l'influence déformante d'une réalité sociale puissante.

Mentalité stalinienne et mentalité primitive

Une comparaison avec la mentalité primitive nous servira de guide. La pensée des primitifs connaît aussi la « fausse identité ». Le phénomène décrit par M. Lévy-Bruhl sous le nom de « participation » n'est guère autre chose : le primitif établit une identité absolue de sa tribu et de son animal totemique (2). Essayons de comprendre ce qui se passe dans l'âme d'un « Bororo » : il identifie entièrement sa tribu à un perroquet (arara)... Pour l'homme civilisé, le symbole héraldique (le drapeau) provoque la même émotion d'origine collective que l'idée même de la patrie; cependant à côté de l'identité émotionnelle, il y a comme correctif la logique individuelle qui empêche d'élever cette identité de réaction subjective au rang d'une identité réelle. Chez le primitif, profondément intégré dans la collectivité tribale, ce correctif fait défaut : l'identité de la réaction émotionnelle est énoncée sous la forme d'une identité objective. Chez le militant stalinien le mécanisme est le même. Très intégré lui aussi dans sa collectivité (le parti) toute attaque venant contre celle-ci provoque chez lui l'émotion qui le fait considérer comme identiques les auteurs de ces attaques quels qu'ils soient et abstraction faite de leurs différences. Trotsky = Hitler puisque tous les deux sont contre Staline et c'est là l'essentiel et toutes les innombrables différences qui existent entre ces deux personnalités historiques sont reléguées dans le domaine de l'accessoire. En conclusion on peut dire que la mentalité stalinienne procède par *identifications logico-affectives*.

Cette confusion entre le plan logique et le plan affectif caractérise la plupart des manifestations intellectuelles du stalinisme; elle est la clef du sentimentalisme stalinien, un des aspects les plus intéressants de l'âme néo-stalinienne. Pour le polémiste stalinien il ne s'agit point de fournir un argument puissamment logique mais de provoquer une

(2) Notons à ce propos le rôle des réflexes conditionnels dans la déformation de l'esprit des masses sur lequel insiste Tchackotine dans son livre *Le viol des foules*. (N.R.F. éd.) L'agitation qu'on a fait autour de Trotsky est un véritable conditionnement. Dans le *Meilleur des Mondes* d'Aldous Huxley c'est encore la même méthode qui permet aux couches inférieures de supporter joyeusement leur sort.

émotion puissante; dans une discussion ayant trait à la structure sociale de l'U.R.S.S. il évoquera l'héroïsme du soldat rouge, etc. (Voir la discussion très caractéristique entre O. Rosenfeld et le savant soviétique Constantinov dans les numéros 12 et 15 de la *Revue Socialiste*.) Arthur Koestler a fait justice de cette méthode en des pages éblouissantes; nous n'y reviendrons donc pas. Citons à titre de mémoire, l'emploi de l'héroïsme des militants en tant qu'argument logique. Personne ne met en doute l'esprit de sacrifice du militant communiste de la base pas plus que celui du soldat de l'armée rouge. Seulement ceci n'a rien à voir avec la question de la structure de l'Etat soviétique en tant que problème sociologique. Au cours de l'histoire, on a souvent vu les causes les moins respectables avoir des militants héroïques.

Le problème essentiel pour nous est de situer cette forme particulière de la pensée que nous appelons la mentalité stalinienne dans le vaste domaine de la psychologie différentielle et de déterminer ses rapports exacts avec la mentalité primitive, la psychologie de l'enfant, certains aspects de la psycho-pathologie et enfin le phénomène de la « fausse conscience ». On comprend sans difficulté que la réalisation intégrale de ces programmes demanderait un volume. Nous nous contenterons donc d'en poser les jalons.

La question de la fausse conscience

Le problème de la « fausse conscience » est une des questions classiques de la philosophie et de la sociologie marxistes. Il a retenu l'attention de Georges Lukacs et de Georges Mannheim entre autres penseurs. Pour le marxisme classique la fausse conscience est essentiellement celle qui résulte du travail systématique d'obscurcissement (*Verhüllung*) (3) entrepris par l'ennemi de classe pour cacher au prolétariat ses véritables intérêts. Lukacs eut le mérite de mettre en relief les rapports entre le phénomène de la « fausse conscience » et la « réification » (*Verdinglichung*). Selon la théorie bien connue de Marx, le capital est à la fois un objet matériel et le point de cristallisation d'un certain nombre de relations humaines (relations entre ouvriers et capitalistes). L'essence de la « réification » est que le caractère relationnel interhumain donc historiquement relatif et passager des catégories capitalistes est masqué par la matérialité du capital qui lui prête une apparence de « phénomène de la nature » éternel. La « fausse conscience » selon Lukacs est le résultat de cette « réification ». En effet elle permet à la bourgeoisie de considérer le régime capitaliste comme phénomène éternel, aussi cette classe s'opposera-t-elle de toutes ses forces à ce que le prolétariat découvre la réalité changeante derrière cette façade solide. En somme la fausse conscience n'est autre chose que la vision du monde capitaliste en tant que « phénomène de la nature » éternel; au lieu de le voir dans sa réalité en tant que phénomène basé sur des relations interhumaines et partant, relatif et passager. Telle est dans son ensemble la conception de Georges Lukacs (4). De son côté Karl Mannheim dans son livre *L'Idéologie et l'Utopie* a fait faire à la théorie un pas décisif en l'étendant à toutes les formes de la conscience politique y compris les formes de la conscience prolétarienne; en effet, toute conscience politique orientée vers l'action comporte nécessairement un élément utopique qui fait que les acteurs de l'histoire n'ont pas une conscience adéquate de la portée historique véritable de leur activité. (Il suffit pour s'en convaincre de comparer les réalisations effectives de la révolution bourgeoise avec l'image que s'en sont fait les doctrinaires comme d'Holbach, Rousseau et autres). On peut enfin élargir cette conception de Mannheim en disant que l'existence collective est en elle-même une source de fausse conscience et faire intervenir notamment le langage d'origine collective qui est une source de déformation de l'image de la réalité (*Idola linguae* de Bacon). Dès lors la « fausse conscience » se présente comme un phénomène analogue à la mentalité primitive et reconnaît une origine semblable : l'envahissement de la conscience individuelle par des représentations d'origine collective.

La mentalité enfantine — La schizophrénie

La mentalité enfantine bien étudiée par Jean Piaget est caractérisée en premier lieu par son égocentrisme. L'enfant se voit comme le centre logique de son univers, et il est incapable de se considérer comme un des termes d'une relation réversible. Aussi Piaget cite l'enfant qui dit : « je suis le seul dans la famille à avoir un frère. »

La schizophrénie enfin est caractérisée par une confusion du plan cognitif et du

(3) Le mot *Verdinglichung* est difficile à traduire. « Réification » en est la traduction consacrée. Le mot « chosification » quoique barbarisme affreux nous semble pouvoir mieux rendre le sens du terme allemand.

(4) Le résumé de ces doctrines est forcément incomplet. Pour plus de détails voir *Geschichte und Klassenbewusstsein* de Georges Lukacs et le livre de Raymond Aron sur la *Sociologie allemande contemporaine* (Alcan éd.).

plan émotionnel et l'existence dans le psychisme de complexes « idéo-affectifs » (Storch). Enfin l'auteur de ces lignes, dans un travail de psychiatrie pure publié ailleurs (5), a insisté sur le rôle de la notion d'identité dans le syndrome schizophrénique. Notons à ce propos que la notion de « fausse conscience » capitaliste telle quelle est envisagée par le marxisme classique connaît aussi le pseudo-logisme de la « fausse identité ». Ainsi les économistes bourgeois démontrent volontiers la pérennité du capitalisme en considérant les instruments du pêcheur et du chasseur primitif comme une sorte de capital. (Roscher). Ils voient donc uniquement la matérialité du capital et omettent son aspect essentiel de *centre de cristallisation de relations interhumaines*. Un moulin à main est une forme du capital dans un contexte capitaliste, et un instrument de production socialiste dans un contexte socialiste. La « fausse identification » est donc la négation même de ce « principe de totalité » que Lukacs considère comme le substratum scientifique du principe révolutionnaire. (« Die Kategorie der Totalität ist Träger des revolutionären Prinzips in der Wissenschaft » Lukacs Op. Cit.) Il est saisissant de retrouver les mêmes procédés d'obscurcissement dans la mentalité stalinienne.

Conclusion

Il existe donc un fonds commun de pensée préologique que réalise, chacune de son côté, la mentalité primitive, la pensée de l'enfant et la schizophrénie. La mentalité stalinienne, véritable retour vers ce fonds primitif présente des analogies incontestables avec ces formes. Elle est égocentrique (égocentrisme collectif bien entendu) comme la pensée enfantine : nous avons vu que la base de ses « fausses identités » est de considérer les données des formules logiques non pas dans leur totalité concrète, mais en fonction de leur attitude à l'égard de leur parti considéré comme centre logique de l'univers. Avec la schizophrénie elle a en commun la confusion du plan émotionnel et du plan logique, ainsi qu'un abus de la pensée en identité. On peut donc conclure que nous sommes en présence d'une forme particulière de la fausse conscience, résultat de l'asservissement de la pensée individuelle par une réalité collective tyrannique (le parti), ce qui constitue un retour à certaines formes de la mentalité primitive et une sorte de *schizophrénisation collective*. (Notons que selon C. G. Jung, la schizophrénie est le résultat d'un dégagement insuffisant de la personne humaine du complexe archaïque-collectif primitif). Dans ses livres Arthur Koestler parle souvent incidemment du caractère schizophrénique de la fausse conscience stalinienne sans toutefois approfondir cette vue n'étant pas psychiatre. Nous nous sommes efforcés de préciser le mécanisme de cette schizophrénisation et d'étudier la mentalité stalinienne *sine ira et studio* en toute objectivité, comme une déformation de la pensée humaine sous l'action d'une réalité collective puissante et son retour vers des formes archaïques. Nous ne voudrions cependant pas terminer cet essai sans tirer une petite conclusion pratique. La question de la sociologie du parti ouvrier était depuis longtemps un des problèmes cruciaux de la tactique révolutionnaire. On connaît la polémique qui opposa Lénine partisan du parti fermé et soumis à une discipline de fer et Rosa Luxembourg aux conceptions plus souples et plus démocratiques. Les succès des bolchéviques en Russie semblaient un moment avoir donné raison à la thèse léninienne : cependant nous assistons de nos jours à un effet étrange de cette intégration dans une collectivité tyrannique : la formation d'une véritable mentalité néo-primitive aussi « imperméable à l'expérience », aussi fausse logiquement que celle des sauvages étudiés par M. Lévy-Bruhl. Si actuellement nous voyons avec douleur des éléments — et non de moindre valeur — de la classe ouvrière suivre aveuglément la politique d'un Etat qui réduit ses propres ouvriers au rang d'esclaves c'est en partie la conséquence de cette déformation logique. L'étude objective de la « mentalité stalinienne » apporte une preuve de plus à cette thèse que *Masses* a toujours fait sienne que dans le domaine politique le but ne justifie pas les moyens et que l'on n'arrive pas à la liberté par les voies de la tyrannie.

(5) Contribution au problème philosophique posé par la pathologie de la pensée symbolique.

Les socialistes se proposent un double but économique : d'une part la satisfaction des besoins, d'autre part l'économie du travail. Ces buts impliquent nécessairement une sélection rigoureuse dans l'emploi des moyens de production en même temps qu'une rupture totale avec la recherche du profit capitaliste.

Les Hommes et leurs Œuvres

D. ROUSSET: L'Univers concentrationnaire⁽¹⁾

Par André Santon

Le titre du premier ouvrage de David Rousset a fait fortune et a enrichi la langue d'une expression, barbare comme la réalité qu'elle désigne : « concentrationnaire ». « L'Univers concentrationnaire » n'est pas, comme certains pouvaient le penser à la parution du livre, quelque galaxie inconnue se tenant entre Mars et la Lune, mais une construction nouvelle des hommes de notre planète, une forme de civilisation originale, entée sur le capitalisme de notre époque et dont la lèpre porte suivant les pays des dénominations diverses : camp du Vernet, Buchenwald, et en U.R.S.S. quelque désinence en *of, osk* ou *grad*. Notre civilisation présente n'est plus seulement celle des usines, des casernes et des prisons; elle est devenue celle des camps de concentration.

Seul un marxiste pouvait, s'évadant de l'anecdote ou de la description larmoyante, étudier l'anatomie et la physiologie de ce monstre nouveau. Rousset l'a fait dans ce petit livre dont nous parlons, et de telle sorte qu'il est désormais impossible d'évoquer le phénomène concentrationnaire sans s'y référer. C'est une étude complète, cursive et éclairante, où sont mises à nu les lois complexes et draconiennes d'une société singulière, puisqu'à la différence de la nôtre elle a pour dessein l'anéantissement complet : idéologique, moral et physique de ses membres. Si celle où nous vivons aboutit parfois aux mêmes résultats, du moins s'en défend-elle et proclame-t-elle le contraire. A Buchenwald, Auschwitz et autres hauts lieux de la souffrance et de la mort, le masque tombé, les rapports sociaux se dénudent, les desseins s'éclairent : il n'y a plus face à face que les maîtres et les esclaves, les premiers étant chargés de faire mourir les seconds, dans des délais plus ou moins longs. Ce n'est point uniquement, comme on l'avait d'abord cru, une entreprise de destruction semblable au bain ou à la prison, mais une firme sinistre au capital illimité, à la main-d'œuvre gratuite et qui rapporte des fortunes à ses propriétaires. On avait pensé jusqu'à présent que le travail seul produisait la richesse pour ceux qui l'exploitent, les sous-produits de la mort en rapportent davantage.

Dans « Les Jours de notre mort », Rousset va plus loin et plus profondément. Ce n'est plus seulement l'entreprise qu'il considère, mais ceux qu'elle emploie et qui, aussi loin qu'ils se tiennent les uns des autres, portent le même non générique d'hommes. Le S.S. et l'esclave, français, polonais, russe ou allemand prennent, par les rapports originaux qui les lient, une coloration particulière, acquièrent, au sein de ce bouillon de culture, les caractères d'une « humanité totalitaire », préfigurent ce que risque d'être l'homme de demain à l'échelle de la planète : du côté des maîtres, un bourreau et un tortionnaire possédant le droit divin de vie et de mort, du côté des esclaves, un animal craintif réduit à ses réflexes et ayant perdu jusqu'au pouvoir de haïr.

Aussi le livre de Rousset sonne-t-il comme un avertissement. Mais il possède d'autres vertus, celle notamment, paradoxale, de nous donner l'espoir. Car cette entreprise aux rouages si savants, aux lois si inflexibles, aux fins si évidentes, s'est soldée par un échec. L'homme torturé et réduit à la condition animale, séparé de la société normale et n'en gardant aucun souvenir, n'a pu oublier, toutefois, qu'il était une bête sociale. Sous la forme d'organisations clandestines, dont Rousset révèle le fonctionnement et les luttes sanglantes, il a trouvé la force de s'opposer aux bourreaux jusqu'à les faire capituler devant leur œuvre. Pour une grande part, la mort a été vaincue, la souffrance surmontée, la solidarité retrouvée par la lutte. Les différences sociales, ethniques, nationales ont été résolues en ce commun dénominateur de l'espèce humaine : la révolte, essayant peu à peu sa face maculée de crachats et de sang, s'élevant lentement sur ses jambes pour donner le coup de grâce au S.S. Dans cette organisation et cette lutte, les communistes allemands ont joué le rôle déterminant. Il ne faudra jamais l'oublier.

Les deux ouvrages de David Rousset sont publiés par les Editions du Pavois.

Un des grands mérites du livre de Rousset réside dans la liaison qu'a établie l'auteur entre cette société « ubuesque », « kafkienne », et notre univers d'hommes civilisés. La première s'est développée sur la seconde à la façon d'un abcès purulent, mais le même sang les irrigue : celui, pauvre et mort d'une société en décomposition. Demain, et aujourd'hui déjà, il alimentera d'autres bubons qui n'ont point l'apparence « fasciste » ou « allemande ». Si l'on songe au scandale que représente actuellement la présence dans ce même Buchenwald de communistes et de sociaux-démocrates qui ont séjourné une dizaine d'années dans le Buchenwald d'Hitler, on se dit alors que le corps entier a besoin d'une sacrée purge !

KAFKA : L'Amérique (N. R. F. Éd.)

KAFKA nous offre le récit imaginaire d'un jeune « débarqué » tchèque aux prises avec le Nouveau Continent. L'esprit chevaleresque de son jeune héros lui vaut une cascade de mésaventures qui n'entament pas sa foi dans la justice. La société dans laquelle il s'efforce de défendre son droit à la vie apparaît tellement indifférente à ses soucis que nous sommes tout surpris de lui voir glaner des sympathies.

On retrouve le thème de l'Accusation du « Procès », où ressort jusqu'à l'absurde la dissonance entre la vie collective et la personnalité humaine.

A. T.

C. AUDRY : Aux Yeux du Souvenir (N. R. F. Éd.)

EN bonne universitaire, Colette Audry nous livre dès les premières lignes la clé de l'univers qu'elle se propose d'évoquer : celui de l'Enfance.

« C'est par la peur qu'il faut commencer : elle nous apprend que le monde est extraordinaire et — plus obscurément — que vous êtes seul. »

L'enfant se sent écrasé par un monde dont il subit les contraintes sans pouvoir lui donner un sens. Ses joies et ses malheurs sont pris en cachette et s'exaspèrent de rester incompris. Deux attitudes en découlent : d'une part, la révolte contre les adultes qui font et défont à leur guise, d'autre part, la soumission née du sentiment de culpabilité. Le dosage de ces deux éléments contradictoires se retrouve tout le long des souvenirs que l'auteur égrène pour notre plaisir. Avec la puberté s'écroule le mur qui sépare les enfants des adultes et avec lui la peur et la solitude.

Dans quelle mesure les souvenirs d'enfance sont-ils revus et corrigés par « nos yeux présents » ? Nous ne le savons pas, mais nous devinons tout le poids du passé sur notre comportement d'hommes.

A. TANEN.

ENGELS : Notes sur la Guerre de 1870-71

A Bracke était réservé l'honneur de donner aux lecteurs français la primeur d'une traduction des Notes de guerre qu'Engels écrivit pour le journal britannique *La Pall Mall Gazette*.

La collation des articles est l'œuvre de Victor Adler et fut authentifiée par Engels lui-même. Engels, dont l'intérêt pour les questions militaires est bien connu, suit au jour le jour le développement du conflit franco-allemand avec un luxe de détails d'un spécialiste. Des souffrances que représentaient à l'époque les noms et les chiffres cités et des passions qu'ils soulevèrent, il ne nous reste plus que la froide précision. Mais Engels enrichit l'actualité de vues plus générales sur « les nations en armes » et nous fait entrevoir qu'avec la défaite française s'ouvre l'ère des guerres totales.

Sa confiance lucide dans les possibilités de la résistance française ne se fonde point sur une vague francophilie, mais sur la certitude qu'un pays riche en population et en industries doit l'emporter à la longue sur les armées de métier d'un ennemi mieux préparé mais moins industrialisé. Le crime de la réaction en France est d'avoir négligé ces possibilités pour ne point armer et entraîner les travailleurs (ce que les Communards réalisèrent à leurs dépens).

Engels ne s'exagérait pas l'action des francs-tireurs et n'opposait point la défense populaire à la discipline militaire que la guerre impose. Pour vaincre, la spontanéité des masses doit être servie par des organisateurs fidèles au peuple et non à une caste. C'est seulement quand ces conditions sont remplies que la liberté peut triompher par les armes.

(Alfred Costes, éditeur.)

A. TANEN.

VOLINE : La Révolution inconnue

IL n'est pas facile de rendre compte de ce livre, non pas qu'il soit rebelle à l'analyse, mais parce qu'on reste tout d'abord perplexé devant cette grande masse de 600 pages, intitulée *Révolution Inconnue*, et qui contient précisément des choses connues. Non

seulement l'histoire de la révolution, mais l'histoire russe tout court n'est plus une inconnue en France. Il a même paru en français quelques ouvrages historiques qui n'ont pas leurs égaux en russe. Il suffit de se rappeler de *L'Aperçu du bolchévisme* (Staline) de Boris Souvarine ou du *Début du Raskol* de Pierre Pascal.

Mais le livre de Voline constitue, peut-être, la première tentative de présenter l'histoire russe sous l'angle anarchiste. Si telle était la volonté de l'auteur, le résultat de sa tentative est vraiment décevant.

L'auteur commence arbitrairement l'histoire de la révolution russe par le mouvement des décembristes de 1825. Il laisse non éclairées les grandes révoltes paysannes des siècles précédents qui étaient pourtant d'origine anti-étatiste ; il s'en explique en disant que ces mouvements ne voulaient pas renverser le régime, et qu'ils n'étaient, par conséquent pas nettement révolutionnaires. C'est méconnaître que ces révoltes étaient dirigées contre le fléau principal de la vie populaire russe : le servage...

Parlant de la révolution de 1905, l'auteur s'arrête longuement sur des faits depuis longtemps connus, comme le rôle du pape Gapon, la guerre russo-japonaise, etc., et ne souffle pas mot du mouvement anarchiste de l'époque. Or celui-ci était d'une certaine envergure, tout d'abord de par le courage personnel de ses adeptes et aussi par les influences collatérales qu'il a eues non seulement sur les idéologies socialistes russes, mais sur la littérature du début du siècle. Et cet « historien » anarchiste oublie tout simplement cette période du mouvement libertaire ! Il est vrai qu'il n'était pas anarchiste à cette époque, mais la lacune est considérable. Et c'est parce qu'il méconnaît totalement ce mouvement qu'il commet une autre faute : il pense qu'au commencement de 1917 l'anarchisme était totalement inconnu en Russie. On dirait, d'après ses écrits, qu'il fallait que l'auteur vienne en Russie pour que l'anarchisme apparaisse. Il existe cependant des opinions émises par des contemporains, selon lesquelles le nombre d'anarchistes au début de 1917 était quasi égal à celui des bolchéviks. Ainsi l'ancien anarchiste, devenu stalinien, Pierre Archinov, qui connaissait le mouvement anarchiste de l'époque évaluait leur nombre à 30 ou 40.000. Pourquoi alors ce mouvement fut-il écrasé tandis que le bolchévisme triompha ? Pour comprendre cela il faut des études autrement approfondies que celle de Voline.

Dans la seconde partie du livre Voline s'arrête sur l'insurrection de Cronstadt et le mouvement makhnoviste. Sur Cronstadt il donne quelques extraits des *Izvestias* des insurgés et cela constitue le seul trésor des 600 pages. Il émet aussi quelques avis justes, mais qui sont noyés dans une vague déclamatoire.

Quant au mouvement makhnoviste, loin de nous révéler des faits nouveaux inconnus, l'auteur reproduit des pages entières de *l'Histoire du Mouvement Makhnoviste*, écrite par Archinov en 1921 et éditée en 1925-26 en français. Par contre il ne cite rien des *Mémoires Intimes* de Nestor Makhno dont il possédait l'original trouvé par lui sous l'oreiller du lit de mort de Makhno à l'hôpital. Il y a certes dans sa description de la « makhnovtchina » des faits intéressants, mais la valeur historique en est diminuée par l'absence de références, l'enflure déclamatoire et une certaine auto-réclame désagréable.

Pour finir, l'auteur mettant le comble à son objectivité et à son impartialité, se lance dans des descriptions des côtés négatifs personnels de Makhno et cette peu élégante « impartialité » ressemble singulièrement à une vengeance personnelle posthume.

(Ed. « Les Amis de Voline », 9, rue de l'Eperon.)

I. M.

SOCIALISME ET PSYCHOLOGIE

(Suite de la p. 24)

brute il y a une raison en sommeil ; en tout « civilisé équilibré » il y a une brute en repos. Un excellent professeur et grand philosophe disait une fois : il faut arriver à comprendre l'humain dans les fascistes d'en face ; et ensuite aller même plus loin, et comprendre le fasciste qu'il y a en chacun de nous.

La raison se soutient d'elle-même ; elle s'accorde avec elle-même. Mais l'animal qui est en nous aime d'être approuvé, appuyé, encouragé par l'accord de ses semblables. Il se sent encouragé, conforté, d'aimer ou de haïr ensemble, avec d'autres, avec beaucoup d'autres. L'instinct grégaire est très fort en chacun. Il n'est personne, peut-être, qui puisse s'abstraire complètement, coupé de toute relation humaine. Toutefois les sentiments humains sont bons ou mauvais ; si les nazis ont souvent fait appel au sadisme, il serait possible d'obtenir une efficacité aussi grande dans la propagande en éveillant des sentiments nobles. Les socialistes ont en leur faveur, par exemple, le sens millénaire de justice sociale qui dort en nous. Plutôt que dans leur doctrine, c'est dans leur propagande que les socialistes ont beaucoup à changer.

Un peu de clarté sur la Chine rouge

L'ENJEU d'un pays comme la Chine dans l'équilibre des forces mondiales, notamment entre l'U. R. S. S. et les U. S. A. acquiert autant d'importance, sinon plus, que les Balkans ou que l'Europe occidentale. Il n'est pas impossible, en effet, que ce soit de ce pays que partent les premières fusées, annonciatrices de la prochaine dernière, fraîche et joyeuse... L'échec de la mission Marshall, l'hiver passé, la déroute des troupes de Tchang Kai Chek devant les Rouges, cet été, posent dans toute leur acuité un double problème, celui des interventions étrangères, et celui du rapport des forces intérieures, entre les communistes chinois et les nationalistes du Kuomintang. L'insuccès de Marshall et les victoires militaires de Mas Tse Tung ont toujours paru, à ceux qui ne sont pas familiarisés avec le problème des « Célestes » un peu énigmatiques et forcément incompréhensibles. Aussi bien, le livre de Harrison Forman, qui révèle ce qu'il a vu en Chine rouge (et, par ricochet, en Chine nationaliste) jette-t-il une vive lumière sur le dessous de l'imbroglie chinois. (Ce que j'ai vu en Chine rouge, Seghers, éd.).

On ne saurait nier à l'auteur, malgré qu'il ne cache point ses sympathies pour le « Kung-changtang » (Parti communiste chinois) un effort vers l'objectivité. A travers les péripéties de la lutte contre les Japonais, on voit nettement se dessiner les positions respectives des deux antagonistes, les Rouges et les Nationalistes. Les partisans de Tchang Kai Chek, tout en proclamant leur volonté de combattre les envahisseurs nippons, ont réservé le plus clair de leurs forces — appuyées par l'aide massive des alliés — contre leurs ennemis de l'intérieur, c'est-à-dire les troupes de Mas Tse Tung. D'autre part, ces nationalistes n'ont rien fait pour résoudre le problème démocratique et social. La Chine de Tchang Kai Chek n'a cessé de patager dans la corruption, l'exploitation de la misère du peuple, et un régime dictatorial qui n'a rien à envier aux fascistes japonais (il est vrai que le régime de la « Tutelle du Kuomintang », en principe devrait prendre fin avec la nouvelle constitution).

Tandis que les Rouges, sinon avec sincérité du moins, par un habile calcul, ont constamment montré en des combats héroïques leur détermination à résister aux Nippons ! Dans les guérillas souvent victorieuses, ils ont eu la collaboration populaire la plus efficace. Cette collaboration est d'autant plus profonde que les communistes chinois n'ont rien négligé pour s'attacher les faveurs des masses : coopératives agricoles, éducation du peuple (médecine contre sorcellerie), exaltation du travail, démocratie au village. Bien qu'elles ne soient pas exemptes d'une certaine démagogie, ces réalisations n'en portent pas moins leurs fruits auprès du peuple qui a vu son niveau de vie économique et culturel s'élever notablement. Le « communisme », tel qu'il est pratiqué dans la Chine rouge n'a rien à voir avec celui des Soviets : le collectivisme totalitaire russe, fait place à une économie coopérative d'où la propriété personnelle n'est point exclue. On est plus près d'un démocratisme bourgeois — Roosevelt ne s'y était d'ailleurs point trompé. — que du système communiste : la doctrine en vigueur s'appelle d'ailleurs « La nouvelle démocratie » et s'inspire beaucoup moins de Marx et de Lénine que de Sun Yat Sen, le père des « Trois principes du peuple ». Régime sans nul doute transitoire, adapté aux conditions actuelles de la Chine, et qui ne rejette pas la perspective d'un plus profond chambardement social, avec au bout la « dictature du prolétariat ». Mais il sait admirablement se plier aux circonstances. Il faut être bien naïf, pour nier la collusion des Rouges chinois avec la Russie soviétique ; il convient cependant de souligner l'effort avec lequel Mas Tse Tung essaie de résoudre le problème de la « Border région » (sous contrôle communiste) avec les seules forces du pays, tant pour la guérilla que pour l'équipement économique. Cette tactique n'est pas sans attirer la sympathie de certains milieux petits bourgeois chinois (comme en témoignent les grèves récentes des étudiants en faveur de la paix avec les communistes) et de certains éléments anglo-saxons (dont Forman est un exemple).

Quoiqu'il en soit, l'influence de Mas Tse Tung dans la Chine a tendance à croître chaque jour, autant par ses succès militaires que par ses réalisations sociales, qu'il serait vain de nier, tandis que la Chine de Tchang Kai Chek, à moins d'un revirement complet de son régime, ne fait que s'enliser dans la décomposition et l'impopularité, même avec l'aide probable des Américains. Il ne sert à rien de fermer les yeux devant l'évidence — et le livre de Forman nous oblige à les ouvrir plus grands que jamais — le succès du parti stalinien en Chine est un fait, et là comme ailleurs il le doit moins à ses propres mérites qu'à l'incapacité manifeste de ses adversaires de réaliser un régime démocratique, socialiste et humain. On ne saurait détourner les peuples d'un certain système que par la réalisation effective d'un système meilleur.

LEE

Georges SIMENON : TROIS CHAMBRES À MANHATTAN (Editions LA CITÉ)

Du Dolly dans le genre érotique, voire obscène. Un homme rencontre une femme et lui demande avec qui elle a couché. Ils font connaissance (bibliquement) et s'étant tout raconté recommencent une nouvelle vie que l'on imagine pure et agrémentée d'enfants. Deux doigts d'ambiance américaine qui ne font pas passer le goût du procédé.

Le Directeur - Gérant : J. LEFEUVRE

Imp. Mazarine, 35, Rue Mazarine, Paris

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Maugen 173